

**DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE**

**UN DISPOSITIF DE VEILLE INTERNATIONALE**

**SUR LES APPROCHES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN  
EN EUROPE**

**RAPPORT DE SYNTHESE**

**DES POLITIQUES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN  
ROYAUME UNI**

**Angleterre et Pays de Galles  
Ecosse  
Irlande du Nord**

**Novembre 2003**

**Claude Jacquier  
Chercheur au CNRS - UMR CERAT  
Tél : 33 (0) 607 806040   Courriel : [claude.jacquier@upmf-grenoble.fr](mailto:claude.jacquier@upmf-grenoble.fr)**

**CERAT – INSTITUT D’ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE  
Pôle «Villes et Solidarités»  
25, rue de Constantine 38100 Grenoble  
Tél : 04 76 09 55 63**

## SOMMAIRE

<b>0 - Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>1 - Identification de la politique intégrée de développement urbain .....</b>	<b>5</b>
<b>2 - Diagnostic multisectoriel.....</b>	<b>8</b>
<b>3 - Formulation de la politique intégrée.....</b>	<b>13</b>
<b>4 - Dynamique partenariale .....</b>	<b>24</b>
<b>5 - Dynamique participative .....</b>	<b>30</b>
<b>6 - Mobilisation des ressources .....</b>	<b>32</b>
<b>7 - Méthodes d'évaluation.....</b>	<b>34</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>37</b>
<b>Annexe 1 : Documents cartographiques et schémas explicatifs .....</b>	<b>38</b>
<b>Annexe 2 : Chronologie des politiques intégrées de développement urbain .....</b>	<b>44</b>
<b>Annexe 3 : Bibliographie sur les politiques intégrées de développement urbain .....</b>	<b>60</b>

## 0 - INTRODUCTION

Ce rapport consacré aux politiques intégrées de développement urbain au Royaume Uni, fait partie d'une série de travaux réalisés sur différents pays pour le compte du Ministère de la ville et de la Délégation interministérielle à la ville.

L'ambition de ce travail est de jeter les bases d'un premier outil de veille sur les politiques urbaines et les systèmes de régulation qui voient le jour dans différents pays membres de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni) pour répondre aux nouveaux enjeux auxquels les villes ont à faire face.

Les villes apparaissent comme étant, en effet, au cœur des mutations socio-économiques et étant le lieu des innovations politiques, sociales et culturelles majeures, cette nécessité de veille tient tout d'abord de l'évidence, si l'on veut se doter des informations pertinentes permettant d'améliorer les politiques nationales et locales imaginées pour aborder les enjeux urbains. Chaque ville, dans chaque pays, peut-être considérée aujourd'hui comme le lieu où se manifestent et se cristallisent les tensions entre compétition économique, porteuse de fragmentation sociale et territoriale, et les exigences de solidarité nécessaire pour conforter le sentiment d'une même appartenance à la cité.

Chaque ville est désormais considérée par les pouvoirs centraux ou les pouvoirs supra étatiques, comme le lieu privilégié de la régulation de ces tensions économiques, sociales, culturelles, etc., une régulation qui peut prendre des formes différentes sur le continent européen (régulation à dominante libérale, régulation à dominante social-démocrate) mais qui, est nécessairement une régulation politique reconfigurée qui appelle une mutation des systèmes politico-administratifs ainsi que des ressources et des moyens mobilisés. Dès lors, mettre en place un dispositif de veille, c'est se donner les moyens de repérer, dans la durée, les différentes dimensions de ces transformations en cours.

Outre les informations qu'il apporte sur l'état de la question urbaine au Royaume Uni et sur les politiques mises en œuvre, ce rapport essaie de donner quelques indications méthodologiques sur les domaines qui doivent faire l'objet d'investigations. Tous les rapports sont construits sur le même canevas : identification de la politique considérée, diagnostic des enjeux urbains, étude de la formulation de la stratégie mise en œuvre, repérage des acteurs et des dynamiques partenariales, repérage des dynamiques participatives, identification des ressources mobilisées et indication sur les méthodes d'évaluation.

Compte tenu des pays (caractéristiques des enjeux urbains) et des politiques conduites (notamment l'antériorité des préoccupations en ce domaine), compte tenu de l'état variable des études et des recherches en ce domaine, chacune des thématiques est diversement renseignée. Là encore, il s'agit d'une première étape de défrichage qui nécessitera une mise à jour annuelle garante d'un meilleure approfondissement des connaissances. C'est le travail de veille proprement dite.

\*  
\* \* \*

Il n'est guère possible de parler de politiques intégrées de développement urbain durable pour l'ensemble du Royaume Uni. Traditionnellement on regroupe l'Angleterre

et le Pays de Galles sont regroupés en une seule entité lorsqu'il s'agit d'aborder l'évolution des villes et les politiques publiques qui y sont conduites. Depuis le milieu des années quatre-vingt, l'Ecosse fait l'objet d'un traitement à part et qui s'est renforcé depuis la mise en œuvre du processus de dévolution à partir de la deuxième partie des années quatre-vingt-dix. L'Irlande du Nord fait-elle aussi l'objet de politiques spécifiques qui ont été renforcées à partir du processus de paix de la fin des années quatre-vingt-dix.

## 1. IDENTIFICATION DE LA POLITIQUE INTEGREE DE DEVELOPPEMENT URBAIN

### 1.1 Intitulé

#### 1.1.1 Angleterre et Pays de Galles

Après avoir confirmé la poursuite du Single Regeneration Budget (SRB), depuis 1997, le gouvernement «New Labour» a lancé une série d'initiatives dans tous les domaines de compétences (Social exclusion Unit, Health Living Centres, Education Action Zones, programme anti-pauvreté Sure-Start programme, Safer Cities projects, Housing Renewal Fund). En quelques années on a assisté à un foisonnement d'initiatives visant à renforcer la dimension sociale des programmes (après la période conservatrice marquée par le primat à l'économie) et un renforcement de la place accordée aux communautés de base. Devant le manque de lisibilité dû à la multiplicité des initiatives, la tendance est désormais à la rationalisation, à la restructuration et aux réformes du système politico-administratif considéré comme étant inadapté aux nouveaux enjeux urbains.

En 1997, le gouvernement a créé le Social Exclusion Unit - SEU avec pour objectif de tenter de coordonner tous ces programmes et de développer des approches intégrées et durables dans les quartiers urbains en crise en abordant les questions de délinquance, de drogue, de chômage, de ruptures au sein des communautés (community breakdown) et le mal logement.

Le rapport «Bringing Britain Together» publié en juillet 1998 par le SEU recommande le lancement d'une National Strategy for Neighbourhood Renewal. Un rapport intitulé « National Strategy for Neighbourhood Renewal. A framework for Consultation» est publié en 2000 et le Neighbourhood Renewal Fund est mis en place.

A la suite de la publication du rapport «Deprived Neighbourhoods» (1998), un programme expérimental est lancé intitulé «New Deal for Communities – NDC». Ce programme, plus flexible que le SRB, cible des ressources sur des quartiers défavorisés comptant entre 1 000 et 4 000 ménages avec pour objectif d'avoir des résultats significatifs sur une période de 10 ans. Environ 39 partnerships ont été créés

En juin 1999, l'Urban Task Force publie le rapport «Towards an Urban Renaissance». Dix-huit Policy Action Teams – PATs, véritables laboratoires du développement urbain ont été lancés en 1999. Les PATs rassemblent les fonctionnaires de l'Etat, les résidents, les professionnels et des universitaires. Après avoir visité un grand nombre d'expériences entre 1999 et 2000, chaque PAT a publié son propre rapport.

En 2000, un nouveau livre blanc est publié intitulé « Our Towns and Cities : The Future » qui recommande le renforcement de l'implication des communautés de base dans les programmes, cette thématique gagnant en importance au fil des années comme l'indique la profusion de nouvelles notions dans les discours. Il recommande aussi une réforme du système d'administration des territoires urbains.

En 2001 est lancé le «New Commitment to Neighbourhood Renewal National Strategy Action Plan» connu sous le nom de New Commitment avec pour objectif de réduire le fossé entre les quartiers les plus dégradés et le reste du pays de telle manière que dans les «10-20 ans prochains personne ne puisse être sérieusement désavantagé par la place qu'il occupe dans la ville». Ce programme est particulièrement intéressant en ce qu'il considère les dysfonctionnements politico-administratifs comme étant à l'origine des principales difficultés rencontrées sur les territoires urbains défavorisés.

Parallèlement l'Angleterre et le Pays de Galles bénéficient du PIC Urban 2. En 2000, onze villes ont été retenues (Burnley, Halifax, Hetton & Murton, Normanton in Derby, Peterborough, Stockwell, Thames Gateway) et une pour le Pays de Galles (West Wrexham)

### **1.12 Ecosse**

En 2000, l'Ecosse a lancé une initiative intitulée «Community Planning Partnerships » qui vise à faire en sorte que toutes les autorités locales mettent en œuvre une « planification communautaire » sur leur territoire et identifient les principaux acteurs (santé, police, entreprises) pouvant être impliquées dans le processus. En 2002, le programme "Better communities in Scotland. Closing the gap" est lancé par le Scottish Executive's Community Regeneration Statement.

En 2000, une ville écossaise est retenue par le PIC Urban 2 (Clyde Waterfront).

### **1.13 Irlande du Nord**

Les politiques urbaines en Irlande du Nord s'articulent à deux pôles importants : le premier est constitué par le processus de Paix et les fonds importants qui ont pu être mobilisés), le second l'Union européenne.

En 2000 le Gouvernement publie le National Strategy for Neighbourhood Renewal qui souligne l'importance d'une approche intégrée et holistique pour traiter les problèmes sociaux et économiques des villes. Il s'agit de rétablir des passerelles entre les quartiers les plus défavorisés et le reste des villes et du pays et de lancer un programme de développement.

A partir de 2000 l'Irlande du Nord bénéficie du programme Peace II qui mobilise des ressources de l'Union européenne pour la paix et la réconciliation sur la période (2000 – 2004). Elle bénéficie du PIC Urban 2. Un site est retenu Belfast.

## **1.2 Sources d'informations disponibles : documentation, site internet, langue**

Concernant le gouvernement central et les gouvernements locaux  
<http://www.ukonline.gov.uk/>.

L'essentiel des données et des documents concernant les politiques urbaines au Royaume Uni peuvent être trouvés sur le site de l'Office of Deputy Prime Minister et sur les sites spécialisés :

<http://odpm.gov.uk>

Housing: <http://www.housing.odpm.gov.uk>

Housing and Neighbourhood Renewal: <http://www.housing.odpm.gov.uk>

Housing Floor target implementation: <http://www.neighbourhood.odpm.gov.uk>

Local Government policy: <http://www.local-regions.odpm.gov.uk>

Community Strategy Guidance is at <http://www.local-regions.odpm.gov.uk>

Fire Safety and Neighbourhood Renewal: <http://www.safety.odpm.gov.uk/fire>

Concernant le Social Exclusion Unit (SEU) :

<http://www.cabinet-office.gov.uk/seu>

<http://www.socialexclusionunit.gov.uk>

Autres sites concernant la régénération urbaine :

<http://www.regen.net>

Concernant l'administration régionale ou régionalisée

<http://www.rcu.gov.uk/>

Concernant les collectivités locales

[www.audit-commission.gov.uk](http://www.audit-commission.gov.uk).

## 2 - DIAGNOSTIC MULTISECTORIEL

### 2.1 L'organisation urbaine. Problèmes urbains prioritaires identifiés et leur localisation. Les mots pour le dire.

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements qui se sont succédés à la tête du Royaume Uni ont conduit une politique économique d'inspiration libérale, souvent brutale à l'encontre du système d'Etat-providence et des collectivités territoriales (notamment les grandes villes industrielles du nord et du centre) censées être les fiefs du parti travailliste et des syndicats). La période Thatcher qui s'ouvre en 1979 et qui se poursuivra jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix avec Major, va être celle de la mise en question du système de l'Etat-providence, de la privatisation d'un grand nombre de services publics et du recours massif aux investisseurs privés nationaux et surtout internationaux dans les zones urbaines en ayant recours à l'arme de la défiscalisation et de la détaxation.

Face à une profonde dégradation des services publics (système éducatif, système de protection sociale, système de santé), le gouvernement britannique a longtemps misé, et mise toujours, sur un développement faisant la part belle aux forces du marché.

Le Royaume Uni compte 58,8 millions d'habitants sur une superficie de 243 000 km<sup>2</sup>, soit une densité moyenne en Europe de 240 hab/km<sup>2</sup>. C'est un pays de vieille urbanisation industrielle qui compte 9 villes de plus de 1 millions d'habitants : Londres (10,2), Birmingham (3,4), Manchester (2,5), Leeds (2,1), Liverpool (1,7), Sheffield (1,5), Newcastle (1,3), Southampton (1,2) et Glasgow pour l'Ecosse (2,0). En 2001, la population urbaine représentait 89,5% de la population totale.

La démographie du pays est stagnante et celle des villes a connu une sévère décrue au cours des 30 dernières années. Malgré l'immigration, le Royaume Uni n'a pas réussi à enrayer le mouvement de ralentissement démographique.

La transformation profonde de l'appareil économique britannique s'est manifestée par le déclin des métropoles urbaines des régions industrielles et particulièrement des centres-villes. Au cours des dernières décennies, ce déclin est apparu comme le problème majeur qu'aient à affronter le gouvernement et les autorités locales. En trente ans, les grandes métropoles britanniques ont perdu une grande partie de leur population (-2,4% entre 1961 et 1971, -6,7% entre 1971 et 1981, -6,4% entre 1981 et 1991). Ce mouvement de dépopulation des villes britanniques est ancien. Il accompagne la crise des industries traditionnelles qui y étaient localisées et la dégradation des conditions de vie des secteurs centraux des agglomérations. En effet, malgré l'effort d'amélioration du patrimoine logement, les quartiers anciens des villes ont continué à se dévaloriser, à perdre leurs populations les plus solvables et à devenir le lieu d'accueil des populations les plus démunies. On peut parler d'une fracture entre les villes du nord de l'Angleterre (Newcastle, Sunderland, Hull, Wolverhampton, Liverpool et Stockton on Trent) et le sud prospère de la région de Londres qui connaît, en son sein, de profondes tensions sociales.

Les grandes villes écossaises ont-elles aussi connues une tel mouvement de dépopulation des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. La ville de Glasgow a

perdu plus de 40% de sa population depuis le milieu des années cinquante et le Grand Glasgow 20% depuis le début des années soixante-dix.

Au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les émeutes ont été le trait caractéristique des problèmes qu'ont connus les villes. <sup>1</sup> En fait, ces violences ne sont pas le fait des minorités ethniques mais bien, le plus souvent, de jeunes en rupture sociale. Les communautés indienne, pakistanaise ou bengladeshe sont en général bien organisées et protègent efficacement leurs systèmes de valeur tout en s'intégrant progressivement au modèle britannique. En revanche les personnes originaires des Caraïbes et d'Afrique semblent souvent éprouver davantage de difficultés compte tenu du relâchement des liens communautaires.

Les problèmes sociaux restent importants au Royaume Uni malgré l'apparent dynamisme de l'économie. Si le pourcentage des actifs parmi la population en âge de travailler est un des plus important d'Europe (73%), les conditions de travail et le statut des personnes se sont fortement dégradés (travail à mi-temps contraint, bas salaires, poor workers) ainsi que la proportion de personnes en situation de pauvreté (le taux d'enfants vivant dans un ménage pauvre est au Royaume Uni un des plus important d'Europe).

Le parc de logement britannique est relativement ancien, la moitié a été construite avant 1945 et un tiers avant 1919 et environ un quart de ce parc est considéré comme insalubre ou manquant d'au moins un élément de confort. Le parc occupé par les propriétaires est important (un des plus forts taux de l'Union Européenne). Ainsi, le nombre de propriétaires occupants a plus que triplé entre 1955 et 1995. Le parc locatif privé est de dimension extrêmement réduite et sa part décline régulièrement depuis une trentaine d'années. La part du secteur locatif public est importante, le double de ce que l'on constate dans un pays comme la France, mais sa croissance est désormais interrompue depuis le début des années quatre vingt (arrêt de la construction, vente des logements à leurs occupants - right-to-buy). Ce parc est géré par plus de 400 collectivités locales. Depuis quelques années, il tend à accueillir la population la plus démunie du pays. Dans un patrimoine qui est souvent localisé dans l'inner city, conséquence des politiques de rénovation urbaine menées dans les années soixante.

En 2000, selon le rapport «State of English Cities», <sup>2</sup> si le déclin économique des villes est encore manifeste, des signes de renaissance de leur puissance économique se manifestent. Dans les années quatre-vingt-dix, le déclin démographique s'est atténué. Certaines métropoles ont gagné de la population et des emplois. Il est cependant trop tôt pour dire que le choc des années soixante-dix et quatre-vingt a été complètement absorbé et que la culture industrielle a fait place à de nouveaux comportements. Il y a des signes selon lesquels les villes connaissent des succès dans le développement des nouvelles technologies de l'information, dans les industries culturelles et dans les activités high-tech, domaines qui sont censés jouer un rôle-clé dans l'économie du futur. Alors que les grandes métropoles notamment dans le nord-ouest de l'Angleterre connaissent encore des problèmes aigus, les villes nouvelles ont mieux résisté ainsi que les villes dans la proximité de Londres. Au cours des années quatre-

1 - Londres en 1979, Bristol (St Pauls) en 1980, Birmingham, Brixton, Leeds, Leicester, Liverpool (Toxteth), Londres, Manchester (Moss Side), Sheffield, Southdall, en 1981, Birmingham (Lozells Road, Handsworth), Brixton, Liverpool (Toxteth), Londres, Tottenham (Broadwater Farm) en 1985, Birmingham (Handsworth), Bristol (Lawrence Weston estate), Cardiff (Ely Estate), Newcastle-Upon-Tyne (Elswick et Scotswood), North Tyneside (Meadow Well estate), Oxford (Blackbird Leys) en 1991, Coventry (Wood End), Salford (Ordsall), Bristol (Hartcliffe), Blackburn, Burnley et Huddersfield en 1992.

2 - ROBSON Brian, PARKINSON Michael, BODDY Martin, MACLENNAN Duncan (2000).- **The State of English Cities.** Department of the Environment, Transport and the Regions, London

vingt-dix, les grandes villes ont changé de base économique en attirant une grande proportion d'activités de services liées à la production (juridiques, financiers, techniques) et à la consommation (hôtels, traiteurs, loisirs).

## 2.2 Caractéristiques des territoires urbains concernés et des mécanismes de fragmentation sociale et urbaine à l'œuvre dans les villes. Le ciblage sur les quartiers et les territoires. La question de l'échelle d'intervention ;

Les territoires urbains qui concentrent les difficultés sont fort divers. Dans la plupart des cas il s'agit de quartiers localisés dans le centre des villes (inner cities) à savoir soit des quartiers de logements anciens relativement inconfortables ou insalubres (cf. la relative ancienneté du parc de logement britannique), soit des quartiers neufs nés des politiques de rénovation urbaine massive qui ont connu les villes britanniques dans les années soixante (politique de démolition de quartiers anciens et de reconstruction sur le modèle des grands ensembles).

Cela dit, d'autres territoires peuvent être le lieu d'accueil des populations les plus défavorisées à la périphérie des grandes métropoles, là où, comme en France ont été construit des grands ensembles au cours des années soixante et soixante-dix. Il peut s'agir aussi d'anciens quartiers de cités ouvrières ou encore de zones pavillonnaires de faible qualité construite dans les dernières décennies.

Depuis de nombreuses années ces territoires en difficulté font l'objet d'un recensement systématique à partir d'un indice composite (Z score of deprivation) mariant plusieurs indicateurs (chômage, logement vacant, scolarisation, aide sociale, etc.). Maintes fois critiquée, et maintes fois modifiée, cette pratique de l'indice composite a été maintenue et sert toujours à définir les zones qui peuvent être éligibles aux politiques publiques d'intervention.

Parmi ces territoires et ces formes de logement, il faut faire une place particulière au parc de logement social. Le stock de logements locatifs publics qui représentait 2,5 millions de logements en 1951 est passé à 7 millions d'unités en 1979. À la suite de la vente de ce patrimoine et de destruction, le stock ne s'élevait plus qu'à 6 millions d'unités en 1985 soit encore le quart du parc total. 56% étaient des pavillons et 44% étaient situés dans des immeubles collectifs construits surtout à partir des années soixante dans l'inner city (ensembles de 500 à 2 000 logements).

Ce parc est géré par les communes, la taille moyenne du patrimoine détenu par une collectivité locale s'élevant à 15 000 logements environ. Si de manière générale le parc public dispose d'un assez bon niveau de confort (seulement 6% de logements insalubres), il supporte difficilement la concurrence d'autres segments du marché et doit faire l'objet d'une réhabilitation et d'un changement de gestion. Les collectivités locales ont en effet la responsabilité de fournir un logement aux sans abri (100 000 ménages en Angleterre selon une estimation à la fin de 1986, 30 000 à Londres). En général ces sans abri sont constitués de personnes en situation de décohabitation (40%), de personnes issues de la dissociation des ménages (20%) et de 12% de ménages expulsés pour impayé de loyer ou d'emprunt.

Une des premières tendances concerne l'infexion donnée aux politiques de l'habitat. Au cours des années cinquante et soixante l'accent a été mis sur trois objectifs : l'encouragement de l'accession à la propriété, le contrôle du secteur locatif privé à travers une réglementation des loyers et l'amélioration de l'habitat

en centre ancien. Ce dernier objectif, vigoureusement poursuivi par les grandes villes à majorité travailliste, a surtout favorisé un mouvement de gentrification de certains quartiers sans amener d'amélioration des secteurs les plus dégradés.

Au cours des années quatre-vingt, le parc locatif public, symbole de la toute puissance de la social-démocratie britannique et des collectivités locales travailliste, a été l'objet de toutes les « sollicitudes » de la part du gouvernement conservateur qui n'a eu de cesse de démanteler ce patrimoine en favorisant sa vente à leurs occupants « right to buy » et la constitution de nouveaux systèmes de gestion (housing associations). Ce démantèlement s'est souvent traduit par une active politique de démolition (grands ensembles).

La seconde tendance, plus tardive (début des années quatre-vingt-dix) a consisté en l'élargissement de la problématique d'intervention sur l'habitat dans les centres-ville à d'autres facettes de la réalité urbaine et notamment aux problèmes posés par la dégradation des conditions de vie des populations qui y résident (chômage, vieillissement de la population, concentration de minorités ethniques).

C'est en particulier le cas de la politique du City Challenge (voir infra) lancé en 1991 qui encourage tout particulièrement les approches intégrées des problèmes urbains qui visent à lier entre eux des projets qui traitent des questions aussi variées que l'emploi et la formation, l'éducation des enfants, l'habitat, l'environnement, la criminalité et la sécurité. A travers ces stratégies, l'objectif est de replacer les quartiers en difficulté dans le courant économique des villes en créant des relations entre ces territoires et le reste de la cité. Il s'agit d'un retour vers un «people-centred» concept de régénération urbaine après une période d'interventions urbaines centrées sur les territoires industriels ou portuaires vides de population.<sup>3</sup> L'objectif semble être de donner plus de pouvoir aux communautés locales. C'est l'idée «d'empowerment» avec la constitution, dans chaque zone sélectionnée, d'un partenariat incluant les autorités locales, le milieu des affaires, le secteur volontaire et les communautés locales. Par exemple, les 11 quartiers sélectionnés dans le premier appel d'offres sont des quartiers résidentiels habités alors que les UDCs ont eu tendance à ne concerner que des territoires présentant un fort potentiel de développement en excluant les communautés existantes. Les quartiers sélectionnés par le City Challenge reflètent beaucoup plus la réalité socio-spatiale des problèmes urbains. La cible n'est plus les quartiers centraux des années soixante et soixante-dix mais souvent les ensembles de logements sociaux municipaux situés dans l'immédiate périphérie des centres. Ces quartiers ont été identifiés en utilisant l'indice composite dit Z score, 57 zones étant alors identifiées.

Le New Commitment programme lancé en 2001 a quant à lui identifié 88 zones très défavorisées ce qui recouvre 40% de la population anglaise et 70% des communautés noires et des minorités. Les diagnostics ont identifiés que 18% des enfants vivent dans les 10% des quartiers les plus défavorisés.<sup>4</sup>

Les plus fortes concentrations de ces quartiers défavorisés se trouvent dans le Nord-ouest (25,7%), le Nord-Est (19%), la région de Londres (18%), le Yorkshire et Humberside (9,4%). Sont concernés tous les quartiers du centre de Londres,

3 - CAMERON S, DOLING J.(1994).- **Housing Neighbourhoods and Urban Regeneration.**- Urban Studies, Vol. 31, n° 7, p. 1218.

4 - SOCIAL EXCLUSION UNIT (2001). **A New Commitment to Neighbourhood Renewal. National Strategy Action Plan.** Cabinet Office.

huit quartiers de la banlieue de Londres, tous les communes du Merseyside, South Yorkshire et du Nord Tyneside, sept des dix communes composant le Grand Manchester, trois des quatre métropole du West Yorshire et 19 quartiers localisés dans 10 comtés. Le rapport constate une tendance au renforcement de la concentration des populations pauvres dans certains quartiers de logements sociaux mais les difficultés sociales sont surtout localisées dans ce que l'on appelle l'inner city.

La situation écossaise n'est guère différente. Tout au plus pouvons-nous signaler la plus grande compacité de l'implantation des populations dans le couloir urbain entre Glasgow et Edimbourg et la plus grande compacité des villes : 65% des logements sont des appartements à Edinburgh City, 74% à Glasgow City (38% pour le Royaume Uni).

Comme en Angleterre un indice composite (Scottish Office Deprivation Index) a été élaboré. Dans les années quatre-vingt-dix, sur les 87 secteurs postaux défavorisés «deprived postcode sectors» de l'Ecosse centrale, 84 étaient localisés dans la ville de Glasgow (Glasgow City) et les autres dans son immédiate périphérie. Sur les 86 meilleurs « postcode », 68 étaient localisés dans la zone de Greater Edinburgh, 18 dans le Greater Glasgow et aucun dans la ville de Glasgow. Un tiers des secteurs postaux sont défavorisés dans le Greater Glasgow et la moitié dans Glasgow City.

A Glasgow, ce déclin démographique touche surtout les quartiers de logement public qui sont devenu des quartiers prioritaires pour la politique de régénération urbaine : Drumchapel, Pollok/Priesthill, Castlemilk, Greater Easterhouse, North Glasgow (Ruchill, Possilpark, Springburn). La population a décliné de 33% dans ces secteurs entre 1981 et 1991. A Edinburgh, le déclin démographique se concentre dans quelques zones à prédominance de logements publics : Pilton, Graigmillar et Wester Hailes (-23 % entre 1981 et 1991). Croissance autour du centre et dans le couloir vers le sud et l'ouest et surtout à la grande périphérie (Livingston). Ce déclin démographique est caractérisé par la croissance rapide du nombre de personnes seules (22% en 1981, 30% en 1991).

Il est à noter le faible pourcentage de personnes appartenant aux minorités ethniques 1,3% pour l'ensemble de l'Ecosse (6,2% en Angleterre en 1991). Ces populations sont surtout concentrées dans les zones urbaines (3,3% à Glasgow City 2,4% à Edinburgh City). A Glasgow ces minorités sont concentrées dans moins de dix secteurs postaux alors qu'à Edinburgh, elles sont plus réparties.

La démographie des villes d'Irlande du Nord a moins fait l'objet d'études et de recherches, la réflexion étant accaparée par d'autres questions. Il conviendra ultérieurement de s'intéresser à cette dimension de la réalité car la démographie des communautés locales n'est pas d'un poids négligeable pour le futur de la province.

### 3 - FORMULATION DE LA POLITIQUE INTEGREE DE DEVELOPPEMENT URBAIN (voir chronologie en annexe) 5

#### 3.1 Evolution des problématiques politiques depuis 20 ans. Emergence de nouvelles notions et de nouveaux concepts dans la formulation des politiques. Référents problématiques de la nouvelle politique. Catégories utilisées : les mots pour le dire. Les raisons explicites et implicites de son lancement

Les politiques intégrées de développement urbain en Angleterre et au Royaume-Uni ont une longue histoire faite d'un foisonnement d'initiatives et de changements radicaux dans les problématiques politiques.

Les premières tentatives pour mettre en œuvre des politiques globales visant les territoires en crise anglais sont anciennes. Dès les années soixante, les réflexions s'orientent vers la nécessité d'un traitement global de la question urbaine avec la formulation des Inner city programmes.

#### *Les premières initiatives travaillistes à la fin des années soixante-dix*

La première formulation de l'Inner City Programme (ICP) remonte à 1968 avec l'Urban Aid Programme. Ce programme dans sa formulation originelle renvoie à une approche en terme de pathologie sociale. Quelques quartiers et quelques groupes d'habitants des villes (ce qu'Harold Wilson appelait les «needle points of deprivation») semblent connaître des handicaps économiques et sociaux auxquels il est possible de répondre par des programmes ciblés d'aide et d'assistance. En 1974, 146 projets avaient été lancés avec un budget de 30 millions de £ par an. Au cours des années soixante-dix, ce programme est apparu comme étant relativement inadapté. Le retour au pouvoir des Travailleuses en 1974 ne modifie pas sensiblement les orientations de la politique des inner cities (création du Minister of Urban Affairs). En fait il faut attendre les élections locales de 1976 et la perte de nombreux sièges par le parti travailliste à Londres au profit du National Front pour que le gouvernement s'inquiète de la situation dans les villes <sup>6</sup> et publie, en 1977 un rapport consacré aux politiques à mener dans les centres urbains (White Paper). <sup>7</sup>

Ce rapport insiste particulièrement sur la nécessité d'accorder une grande attention aux zones urbaines dégradées, de reconstruire la base économique qu'elles ont progressivement perdue, de repenser les modes d'intervention les concernant et de réorienter les aides publiques accordées jusque là à ces zones au titre de divers programmes. Ce rapport fait aussi implicitement référence aux problèmes des minorités ethniques dans la ville. Devant la forte progression du chômage, le gouvernement travailliste lance en 1977 un nouveau programme urbain (Urban Programme). Ce programme est placé à nouveau sous la tutelle du Department of the Environment. L'objectif est de favoriser la régénération de la base économique des villes, les programmes sociaux et d'amélioration de l'habitat venant en appui de cette politique économique. Ce nouveau programme s'accompagne d'une augmentation importante des subventions (le budget passe

5 - JACQUIER CI (1994).- **Politiques urbaines et revitalisation des quartiers en Angleterre.**- DIV, 90 p.

6 - MURRAY (Stewart) (1987).- **Ten Years of Inner Cities Policy.**- Town Planning Review, 58 (2).

7 - DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT (1977).- **Policy for the inner city.**- (White paper) Cmnd. 6845, London, HMSO.

de 30 millions de livres à 125 millions de livres par an) et les budgets de divers ministères sont sollicités pour financer les programmes des villes. <sup>8</sup>

### ***La période Thatcher (1979-1989)***

Au moment de leur prise de pouvoir en 1979, les conservateurs ne formulent pas de politique urbaine en rupture totale avec celles des travaillistes. A la suite des émeutes de 1981 à Londres, Liverpool et Manchester notamment, la politique urbaine fait l'objet de plusieurs révisions. En particulier, les émeutes de Brixton (Londres) font l'objet d'une étude approfondie confiée à Lord Scarman. Contre le cours de l'option thatchérienne de réduire fortement les dépenses publiques, le budget consacré aux centres-villes augmente fortement passant de 50 millions de livres en 1979/80 à 350 millions de livres en 1983/84 ce qui s'ajoute aux efforts réalisés par les collectivités locales dans ces zones.

Cela étant, conformément à l'idéologie thatchérienne (le secteur public est le problème, le secteur privé est la solution), deux principes d'action sont retenus par le gouvernement :

- La revitalisation des quartiers en crise doit reposer essentiellement sur le jeu des mécanismes marchands et sur le recours aux investissements privés. La crise que connaissent les centres urbains est avant tout la résultante d'une crise générale que connaît l'économie du pays, à savoir une crise de rentabilité des investissements due aux prélèvements publics excessifs sur la richesse produite.
- Cette revitalisation ne peut faire l'objet d'une politique spécifique conduite par les autorités publiques car, de manière générale, celle-ci ne s'attaque qu'aux symptômes de la crise (problèmes sociaux). Il faut laisser plus de responsabilité aux acteurs privés dans la mise en oeuvre d'initiatives (investisseurs et entreprises, associations volontaires, citoyens et communautés de quartier). La mesure la plus importante prise à cette époque est le «right-to-buy» à savoir la possibilité pour un locataire dans le parc de logement social public de devenir propriétaire de son logement.

Du côté des grandes villes, souvent dirigées par le parti travailliste les conclusions sont radicalement opposées. Le secteur public est le seul à pouvoir s'opposer à l'hémorragie résultant du désinvestissement du secteur privé du cœur des villes. Au cours des années quatre-vingts les collectivités locales vont donc tenter d'adopter des stratégies visant à leur donner la responsabilité du développement économique.

En 1980, le gouvernement conservateur décide de réviser le programme urbain. L'Urban Program de 1980 affirme encore plus l'orientation économique des projets antérieurs. La planification et la régulation publiques sont perçues comme un étranglement de la croissance économique. <sup>9</sup> La dimension sociale de l'aide économique est abandonnée au profit de projets plus ciblés sur la dimension économique. Enfin les ressources sont orientées vers la dimension investissement des projets plutôt que sur le fonctionnement. De manière

<sup>8</sup> - PARKINSON Michael, WILKS Stephen (1983) .- **The Politics of Inner City Partnerships.**- Local Government Studies, 11 (3), pp. 37-51.

HAMBLETON (Robin) (1981).- **Implementing Inner Cities Policy : Reflections from Experience.**- Policy and Politics, 9 (1).

<sup>9</sup> - BOW GROUP (1978).- **Saving our cities :freeing enterprise in the inner areas.**- Bow group publications London.

générale, les collectivités locales sont déchargées du pilotage des interventions au profit de consortium ad hoc. Ainsi, les Enterprise Zones et les Urban Development Corporations – UDCs (12 au total) (cf. Docks de Londres) lancées en 1981 constituent le fer de lance de cette stratégie.

La plupart de ces programmes ne s'appliquent qu'à l'Angleterre ou à l'Angleterre et au Pays de Galles.

Pour l'Ecosse, un plan de re-développement innovant a été lancé en 1975 pour la régénération de l'est de Glasgow (Glasgow East Area Renewal - GEAR) sous la responsabilité de la Scottish Development Agency (SDA). En 1987, le projet s'est terminé et en avril 1991, la SDA a été divisée en six agences locales, responsables d'initiatives locales. Un exemple de ces agences est la Glasgow Development Agency. Par ailleurs, l'Ecosse a trois zones d'entreprise, quatre programmes partenariaux dans des zones d'habitat périphérique, 10 trente Enterprise Trusts locaux et 66 zones de partenariat.

Au Pays de Galles, en même temps qu'une Urban Development Corporation à Cardiff Bay et une zone d'entreprise à Milford Haven et Swansea Valley, une Valleys Programme Area a été lancée en 1988 pour une période de cinq ans dans le sud du pays de Galles dans les vallées minières et sidérurgiques. Toutes les autorités locales au Pays de Galles peuvent accéder aux financements de l'Urban Programme et des ressources pour réhabiliter les ensembles d'habitat sélectionnés sont disponibles à travers le programme Estate Partnership. 11

### ***Le tournant du City Challenge***

En 1989, l'Audit Commission for Local Authorities and Health Services a fortement critiqué la prolifération des initiatives urbaines «a patchwork quilt of complexity and idiosyncrasy». 12 Le nouveau ministre de l'Environnement, Michael Heseltine propose une approche plus conciliatrice à l'égard des collectivités locales. Le City Challenge est introduit afin d'encourager les collectivités locales à adopter un rôle plus stratégique dans le développement des centres-villes et à mettre en synergie les différents financements existants qu'ils soient d'origine gouvernementale ou privée. La dimension « compétition » du City Challenge peut être vue comme une innovation majeure dans la politique urbaine. Il introduit le concept de concurrence en ce qui concerne les fonds disponibles. Le City Challenge marque aussi et, peut-être surtout, un retour en grâce des collectivités locales après la parenthèse thatchérienne.

Le premier appel d'offre du City Challenge est lancé en 1991 par le Ministère de l'Environnement (choix de 11 villes parmi 21). L'objectif du City Challenge est de transformer les zones urbaines les plus dégradées. Il met l'accent sur la rénovation économique mais tente aussi de réaliser des améliorations de la qualité de la vie dans les inner cities sélectionnées en intégrant les services sociaux et de santé, l'emploi et la formation, l'amélioration de l'environnement et les initiatives de prévention de la délinquance. C'est une tentative pour simplifier

10 - SCOTTISH OFFICE (1988). *New life for Urban Scotland*, Scottish Office; SCOTTISH OFFICE (1990).- *Urban Scotland Into The 1990s : New Life Two Years On*, Scottish Office,.

11 - WELSH OFFICE (1990), *The Valleys : Partnership with the People*, Welsh Office ; WELSH OFFICE (1991) *Urban Programme*, Welsh Office, Circular N° 25/91.

12 - AUDIT COMMISSION FOR LOCAL AUTHORITIES AND THE NATIONAL HEALTH SERVICE IN ENGLAND AND WALES (1989).- *Urban Regeneration and Economic Development : the Local Government Dimension*.- HMSO.

les procédures et pour créer, en Angleterre, des partenariats locaux entre le secteur public et le secteur privé sous la conduite des collectivités locales. Il s'agissait donc de réintroduire les autorités locales dans la politique urbaine gouvernementale alors qu'elles en avaient été évincées au cours de la période Thatcher (cf. les UDCs). Le "Challenge" est une compétition nationale entre les autorités locales, et indirectement entre les groupes communautaires et volontaires, visant à susciter des programmes innovants. En 1992, cette politique a fait l'objet d'un second tour de sélection des villes et 20 villes supplémentaires ont été choisies sur 57 en compétition.

Dans la continuité avec le City Challenge, la nécessité est apparue d'une généralisation et d'une régionalisation de cette politique. En 1994 est lancé le Single Regeneration Budget – SRB par le Department of Environment (DoE). Il s'agit de la réunion d'une série d'initiatives et de financements orientés vers la requalification des quartiers. Vingt programmes, gérés jusque-là par cinq ministères, ont été ainsi consolidés en un seul budget de 1,4 milliard de £ ce qui a provoqué le retrait progressif des dispositifs de coopération interministériel (City Action Teams et Task Forces). Il s'agit des programmes suivants :

Education	Grants for Education Support and Training (part)
Employment	Business Start-Up Scheme Compacts/Inner City Compacts Education Business Partnerships Local Initiative Fund Programme Development Fund Teacher Placement Scheme TEC Challenge
Environment	City Action Teams City Challenge/Urban Programme Estate Action Housing Action Trusts Inner City Task Forces Urban Development Corporations Urban Regeneration Agency
Trade and Industry	Regional Enterprise Grants (plus English Estates to be subsumed into the Urban Regeneration Agency)
Home Office	Safer Cities Section 11 Grants (part) Ethnic Minority Grant Ethnic Minority Business Initiative

Le système de mise en compétition expérimenté dans le City Challenge a été maintenu, le budget gouvernemental consacré à cette politique a été très largement augmenté (cf. réunion des programmes ci-dessus) et finalement, environ 500 villes et projets ont été retenus et lancés entre 1995 et 1997 pour une période d'au moins 7 ans.

A son arrivée au pouvoir, le Gouvernement Blair a maintenu le SRB et multiplié les initiatives (cf. chapitre 1) avec le risque de revenir à un patchwork de politiques là où il était souhaité plus d'intégration. Le commentaire du rapport «The State of English Cities» sur le cours des politiques anglaises est à souligner.

Pendant plus de vingt ans, la problématique urbaine anglaise a été dominée par une approche de court terme mettant l'accent sur une concurrence économique détachée du contexte social. L'orthodoxie était que la politique d'aménagement du territoire au niveau régional ou communal relevait d'une logique de redistribution et qu'elle avait peu d'effet sur l'économie. Dans cette perspective, les politiques de régénération urbaine étaient considérées comme relevant du traitement des symptômes des quartiers pauvres et comme une réponses palliative aux échecs du marché. Depuis quelques années, on reconnaît les interrelations entre l'économique et le social, on reconnaît aussi le rôle de l'espace dans le développement économique et social (rôle croissant des villes et des régions), on reconnaît enfin l'importance grandissante des processus de développement et le rôle moteur des villes. <sup>13</sup>

### 3.2 Ecosse

La politique écossaise trouve son origine dans la publication en 1988 du rapport New Life for Urban Scotland par le Scottish Office ce qui marque le début d'une prise de distance de l'Ecosse par rapport à Londres. Ce rapport reconnaît les efforts de revitalisation des quartiers réalisés dans le cadre du programme Inner City, mais il souligne le besoin d'affecter les crédits en direction des ensembles d'habitat périphériques. Le Scottish Office lance cette nouvelle initiative dans quatre quartiers périphériques, Castlemilk à Glasgow, Wester Hailes à Edinburgh, Whitfield à Dundee et Ferguslie Park à Paisley, ce dernier quartier étant inscrit dans le réseau Quartiers en crise. Le programme se base sur l'expérience du GEAR (Glasgow Eastern Area Renewal) lancé en 1975.

Cette manifestation d'indépendance va se confirmer en réaction de la volonté de Londres d'appliquer la Poll tax en Ecosse ce qui va déclencher le mouvement anti-tatcherien.

Quatre "Urban Partnerships" sont lancés par le Scottish Office ce qui constitue une avancée majeure par rapport à ce qui se passe alors en Angleterre en matière d'intégration des politiques sectorielles. Ce programme comportait des projets de requalification s'inscrivant dans le long terme (10 ans) et une approche multi-sectorielle centrée sur l'environnement, l'habitat, l'emploi, les équipements locaux, l'éducation, la santé, la délinquance et la pauvreté. Autre quartiers périphériques ont été retenus : Castlemilk à Glasgow, Wester Hailes à Edinburgh, Whitfield à Dundee et Ferguslie Park à Paisley,

Les années quatre-vingt-dix amènent une prolifération des organisations qui interviennent auprès des autorités locales. On assiste à une multiplication de formules du type «Challenge Funds» : LEC Challenge (Scottish Enterprise National) en 1993, The National Lottery (11 separate funding bodies) en 1994, Transport Challenge (Scottish Office), Cycle Challenge (Scottish Office) et Programme for Partnership (Scottish Office) en 1996, Empty Homes Initiative (Scottish Office) et New Housing Partnerships (Scottish Office) en 1997, Social Inclusion Partnerships (Scottish Office) et New deal for Communities (Scotland) (Scottish office) en 1998.

---

13 - ROBSON Brian, PARKINSON Michael, BODDY Martin, MACLENNAN Duncan (2000).- **The State of English Cities**. Department of the Environment, Transport and the Regions, London

Dans les années quatre-vingt-dix la tendance vers la régénération des cœurs de ville prend le pas sur l'urbanisation des franges urbaines en référence aux principes du développement durable.

En 1993, Glasgow Regeneration Alliance est créée pour bâtir une stratégie commune pour la ville entre les divers partenaires publics. Cette alliance est composée des partenaires suivants : Glasgow city Council, Glasgow Development Agency (GDA), Greater Glasgow Health Board, Scottish Homes, Scottish Executive, Glasgow Council for the Voluntary Sector, Scottish Business in the Community.

À Edinburgh au même moment est créé l'Edinburgh Partnership Group composé du City of Edinburgh Council, Lothian and Edinburgh Enterprise Ltd (LEEL), Lothian Health Board, Scottish Homes, Edinburgh Voluntary Organisations Council, East of Scotland Water, Edinburgh Chamber of Commerce and Enterprise, Edinburgh and Lothians Trust Tourist Board, Lothian and Borders Police, Napier University, Scotsman publications Ltd. The 1994 Lothian Structure Plan Update est l'exemple d'une approche qui insiste sur la revitalisation des quartiers centraux des villes (inner urban neighbourhoods). Ce plan promeut la nécessité d'une ville plus compacte, à haute densité résidentielle, avec un système de transport public radical (réputation d'Edinburgh).

Parallèlement deux villes écossaises sont éligibles au PIC Urban 1 : Glasgow (North), Paisley

Pratiquement, le modèle Thatcher («market principles in local government») a survécu dans le nouveau régime sous le nom de « Best value ». Il passe par la privatisation des services des collectivités locales « Market forces in local government ». « Enabling authorities », la vente du patrimoine de logement public « Right to Buy ». Seuls 18% du stock de la commune de Glasgow ont été vendus comparé à 38% dans les communes voisines de Bearsden et de Milngavie (Paddison, 1998) et la privatisation des compagnies de transport. Plus significative est la politique de délégation du service public au secteur marchand («Policy of compulsory competitive tendering - CCT») et l'extension de l'implication du secteur privé dans le cadre de contrats avec les autorités locales (cf. « Public Private Partnership Initiatives »).

### 3.13 Irlande du Nord

Le gouvernement d'Irlande du Nord a lui aussi pris progressivement des initiatives dans les approche multidisciplinaire pour aborder les problèmes et saisir les opportunités dans les quartiers en difficulté, mais son approche est sensiblement différente de l'expérience anglaise et écossaise. Son approche des questions urbaines s'inscrit aussi dans de nouvelles orientations et de nouvelles perspectives pour aborder la question de la guerre.

En 1987, le gouvernement a lancé l'initiative appelée Belfast Action Team. Son objectif était d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales de ceux qui vivaient dans les quartiers de la ville connaissant de multiples handicaps. New Lodge et Duncairn, les quartiers de Belfast participant au réseau Quartiers en Crise, ont été les premiers à se voir doté d'une Action Team.

Dans ce contexte politique, le gouvernement a lancé l'initiative appelée Making Belfast Work en 1988 par laquelle les ministères et les administrations pouvaient obtenir des financements additionnels pour des programmes visant la revitalisation de Belfast. Contrairement à l'Angleterre et à l'Ecosse, le secteur privé, les autorités et les communautés locales ont une faible implication dans les structures formelles. Ces divergences dans les politiques du gouvernement central au Royaume Uni reflètent les principes de la realpolitik britannique en Irlande du Nord et les conditions difficiles dans lesquelles les ministères et les administrations doivent travailler. En 1997, Making Belfast Work est réuni à Belfast Regeneration Office (BRO) qui en assure la gestion

En 1987 est lancé le Belfast Urban Area Plan 1988. Ce plan participe à la reconstruction des stratégies de développement urbain en Irlande du Nord et à un déplacement vers des politiques de développement régional. Il vise à traiter la question de la pauvreté dans les centres villes et à élaborer des politiques de gestion de la question du chômage. Malgré les profondes différences de contexte par rapport au reste du Royaume Uni, BUAP est fondé sur la même théorie du développement du «trickle down». Celle-ci postule que les profits du capital privé vont ruisseler vers l'ensemble de la communauté.

Une Initiative semblable est lancée à Londonderry en 1988 dans le cadre du Londonderry Regeneration Initiative -LRI placée sous la responsabilité du Londonderry Development Office.

Au même moment, le Department of Economic development for Northern Ireland souligne la nécessité d'encourager les logiques entrepreneuriales et de donner un rôle subsidiaire au secteur public en rompant avec un système de dépendance. Il lance en 1987, le Pathfinder Process Parallèlement, et afin de lutter contre les conséquences de la guerre, les Community Economic Regeneration Schemes (CERS) ont été lancés. Les CERS ont été créés dans le cadre de Disadvantaged Areas Initiative. Enfin l'accent est mis sur les Zones d'entreprise mais sous la forme de Simplified Planning Zones – SPZs après le relatif échec des Zones d'entreprise traditionnelles.

En 1994, au moment de la relance du processus de paix, l'Irlande du nord bénéficie du PIC Urban. Deux villes sont retenues : Belfast et Londonderry

### **3.2 Objets, domaines d'intervention et méthodes de mise en œuvre**

La plupart des politiques et programmes intégrées de développement urbain mettent généralement l'accent sur les mêmes domaines d'intervention et poursuivent les mêmes préoccupations. Nous insisterons donc plutôt sur les mécanismes de mise en œuvre.

#### **3.21 Angleterre et Pays de Galles**

Il convient de revenir sur **le City Challenge**, politique qui incontestablement a été une grande innovation au Royaume Uni. Le premier apport du City Challenge est d'avoir essayé de combiner les objectifs de la restauration urbaine avec des améliorations de l'environnement et des interventions économiques et sociales.

Les objectifs identifiés par le City Challenge dans son texte de présentation initial sont les suivants :

- développer des zones défavorisées qui présentent un potentiel de développement significatif pour la ville et qui sont une contrainte majeure pour son développement d'ensemble,
- fournir aux résidents défavorisés la possibilité d'accéder aux opportunités produites par la régénération,
- lier les zones défavorisées et leurs habitants au grand courant du développement économique.

A travers ces objectifs, si le City Challenge continue de mettre l'accent sur le développement économique et la création d'opportunités commerciales, il reconnaît que les bénéfices d'un tel développement économique ne peut simplement ruisseler (trickle down) vers les populations défavorisées et qu'il faut mettre en place des programmes spécifiques pour qu'il en soit ainsi notamment dans le domaine de l'éducation et de la formation. Le concept-clé est ici «inclusion in the economic mainstream» **14**.

Deux dimensions de sa mise en oeuvre doivent être soulignées :

- la mise en compétition des villes au niveau national à partir d'une liste de candidats potentiels déterminés l'application d'un indicateur composite (Z score of deprivation).
- une contractualisation ferme des programmes qui peut contenir une procédure de dénonciation mutuelle.

Les critères de sélection du City Challenge étaient les suivants :

- la qualité des objectifs qui pourront être atteints avec cette approche,
- la définition précise des populations cible,
- la qualité du programme proposé qui doit montrer clairement quels sont les liens entre ces populations et le potentiel économique interne et externe à stimuler,
- la manière selon laquelle les projets mis en œuvre, permettront d'atteindre les objectifs stratégiques,
- le caractère réaliste du programme qui doit montrer comment les acteurs privés ainsi que les communautés locales pourront être impliqués.

Le **Single Regeneration Budget (SRB)** reprend les principes du City Challenge. L'objectif du SRB est d'essayer d'améliorer les performances économiques, la compétition industrielle, les perspectives d'emplois, l'environnement physique et social ainsi que la qualité de la vie dans les zones les plus en difficulté.

Le SRB est régionalisé et distribué par dix Integrated Regional Offices. Ces administrations régionales déconcentrées (Government Offices of the Regions)

---

**14** - CAMERON S, DOLING J.(1994).- **Housing Neighbourhoods and Urban Regeneration**.- Urban Studies, Vol. 31, n° 7, p. 1219.

qui épousent les territoires régionaux agréés par l'Union européenne, rassemblent les services de quatre grands ministères (Environment, Trade and Industry, Employment, Transport). Le SRB a favorisé une convergence avec les financements européens.

Comme le City Challenge, les fonds SRB sont attribués à travers un appel à proposition entre les villes. Depuis leur lancement, le SRB a donné lieu à cinq appels à projets annuels, certains de ces projets étant dans leur septième année de mise en œuvre.

Un des critères de sélection concerne la mise en œuvre d'un partenariat impliquant des acteurs-clés afin d'atteindre une approche multisectorielle, sinon intégrée. Dans ces partenariats, les autorités locales ainsi que les Training and Enterprise Councils (organismes responsables de la formation professionnelle et du développement économique) devaient jouer un rôle central. La procédure est facilitée et accélérée si les villes ont élaboré des plans de développement pour le futur («City Pride»). Là où des aménagements fonciers sont prévus, l'English Partnership peut-être sollicité.

Dans les appels à proposition successifs, la thématique de l'implication des communautés de base a constamment gagné en importance jusqu'à devenir un critère majeur de sélection.

**Le «New Commitment to Neighbourhood Renewal National Strategy Action Plan»** lancé en 2001, connu sous le nom de New Commitment, a pour objectif de réduire le fossé entre les quartiers les plus dégradés et le reste du pays en insistant tout particulièrement sur la nécessité de transformer la manière dont les quartiers en difficultés sont gouvernés et par conséquent sur le mode d'intervention et d'organisation des services publics dans leur relation aux communautés de base..

Le projet identifie six éléments qui expliquent la situation :

- l'échec des réponses aux problèmes économiques,
- l'incapacité de stabiliser les communautés de base,
- l'indigence des services publics tels que la santé et l'éducation,
- l'incapacité d'impliquer les communautés de base dans la vie collective,
- l'absence de leadership et de tradition de travail,
- l'insuffisance de l'information et le pauvre usage qui en est fait.

L'objectif de ce programme est d'infléchir toutes les politiques et les financements de droit commun « bend the mainstream » :

- changer les politiques de recrutement et de fourniture de services des administrations et des entreprises publiques,
- procéder à une réallocation des ressources de droit commun,
- requalifier les services offerts en fonction des besoins des populations,
- améliorer l'accès aux services.

Plusieurs outils peuvent être mobilisés par ce programme (Neighbourhood Renewal Fund, Community Empowerment Fund).

### 3.22 Ecosse

Le programme New life in Urban Scotland de 1988 mettaient l'accent sur cinq objectifs importants :

- une planification stratégique sur 10 ans ;
- l'implication des habitants et du secteur privé dans les actions ;
- l'implication d'un large éventail d'acteurs publics pour élargir la base de cette planification stratégique et mettre pleinement en œuvre l'approche intégrée ;
- une coordination des activités portant sur l'économie, le social et l'habitat, en mettant l'accent sur le rôle-clé de la revitalisation économique ;
- une consultation des résidents leur permettant d'influencer les projets.

La mise en œuvre du programme reposait sur les principes suivants :

- les partenariats étaient institués à l'initiative du gouvernement central, le Scottish Office, et gérés par lui ;
- il s'agissait de partenariat tripartite comprenant : les administrations étatiques centrales ou déconcentrées (le National Housing Agency, l'Employment Service, etc.), le secteur privé, la communauté locale.
- la conduite du processus de requalification était facilitée par l'existence d'équipes basées dans les quartiers relevant du «partenariat»
- le contrôle des budgets et des dépenses restait du ressort de chacun des partenaires (ni mise en commun des fonds, ni transfert des budgets aux équipes de terrain).

Sur les 5 premières années du programme, 300 millions de £ ont été dépensés sur les quatre quartiers (45 000 habitants)

En 1996, invitation est faite aux collectivités locales de soumettre leurs propositions formulées dans les Priority Partnership Areas – PPAs dans le cadre d'un appel d'offre sur le modèle anglais.

Les critères de sélection étaient les suivants :

- exigence d'une requalification des quartiers inscrite dans un contexte environnemental et social plus large,
- importance d'établir des relations entre quartiers à requalifier et les «opportunity zones» où les perspectives économiques sont bonnes (organiser le ruissellement -trickle down-de la richesse).

Cette évolution correspond à deux préoccupations liées au relatif échec des «Urban partnerships » dans la lutte contre le chômage et le risque d'un transfert des problèmes d'un quartier à un autre en l'absence d'une approche stratégique à l'échelle d'un large territoire urbain.

Il y a donc un changement dans la manière dont le gouvernement central alloue les ressources aux autorités locales. Le système de la mise en concurrence «competitive bidding » se généralise. L'objectif est d'améliorer la qualité et le coût des politiques en stimulant les approches des autorités locales en les rendant plus audacieuses et plus stratégiques, plus orientées action ou projet, plus entrepreneuriale et plus efficaces dans la prise de décision. La mise en compétition a été aussi utilisée pour ouvrir le système de décision au secteur privé et aux communautés locales, ce recours au secteur privé selon de multiples modalités étant désormais une caractéristique majeure de la politique mise en œuvre en Ecosse.

### 3.23 Irlande du Nord

Les objectifs des politiques intégrées en Irlande sont de même nature que pour le reste du Royaume Uni : amélioration de l'employabilité par la formation, offre de services publics, coordination de l'implication communautaire. Dans le cas de Belfast Action Team, au cours des années quatre-vingt-dix, huit équipes ont été mises en place dans le centre de Belfast et une dans chacun des quartiers concentrant la pauvreté en périphérie de la ville. Ces équipes sont composés de fonctionnaires qui viennent du Civil Service et placés sous la responsabilité du DoE.

Les équipes fonctionnent comme un lien entre la communauté locale, le gouvernement et ses services. Chacune a son propre programme économique, social et environnement.

Le programme Making Belfast Work (MBW) lancé en 1988 est une initiative ciblée sur la communauté pour encourager les entreprises locales et les activités économiques afin de stimuler les capacités des chômeurs pour qu'ils reviennent sur le marché de l'emploi. MBW est complémentaire de BAT. MBW couvre 32 zones urbaines (wards) les plus défavorisées. MBW est une stratégie à long terme dont l'objectif est de développer l'économie du centre de Belfast en encourageant la croissance endogène des entreprises, les start-ups et en attirant les investissements étrangers. L'objectif est aussi de former la force de travail et de favoriser la création d'entreprises communautaires.

De leur côté, les Community Economic Regeneration Schemes CERS sont ciblés sur les zones qui ont souffert des troubles. Cinq CERS ont été lancés à Belfast : Ashton Ligoniel, Bryson, Twin Spires and Dairy Farm. Sept à Londonderry : Creggan, Butcher Street, Shantallow, Tamneymore, Ebrington et Bogside & Brandywell et Strathfoyle. Dix autres CERS ont été financés à Ballymena, Coleraine, Craigavon, Dungannon, Newry (2), Portadown (2), Enniskillen et Limavady.

## 4 - DYNAMIQUE PARTENARIALE

### 4.1 Organisation du système politico-administratif et institutionnel. Partenaires associés (leurs caractéristiques : public, privé, institutions, entreprises, etc.). Identification des partenaires-leaders. Place et rôle des autorités locales

Comme son nom l'indique, le Royaume Uni est composé de nations (Ecosse, Irlande, Pays-de Galles) qui ont été réunies à la couronne d'Angleterre après des épisodes plus ou moins violents. Au cours de la deuxième partie du 20<sup>e</sup> siècle, ces nations n'ont de cesse de retrouver une certaine autonomie, voir leur indépendance (Ecosse, Irlande du Nord).

Au cours de la dernière décennie, des dispositions ont été prises pour assurer une plus grande autonomie des composantes du royaume (processus de dévolution des pouvoirs). D'autres mesures ont été mises à l'étude pour chercher à proposer des solutions dans trois domaines : un nouveau découpage territorial, une réforme de la fiscalité locale et une réorganisation administrative des collectivités locales. C'est la mission dévolue à une commission (Local Government Commission) en 1991.

Aujourd'hui, la thématique de l'organisation politico-administrative est de plus en plus explicitement désignée comme étant au cœur des processus de fragmentation urbaine, les nouveaux programmes intégrés de développement urbain s'attachant à aborder de front cette question.

#### 4.1.1 Angleterre, Pays de Galles et Royaume Uni

En ce qui concerne les compétences des autorités locales, il est difficile de cerner précisément les niveaux de pouvoir. Si les collectivités locales disposent de compétences d'attribution définies par les textes de loi, leur définition est suffisamment lâche pour qu'une marge de manœuvre relativement importante soit laissée à chacun des collectivités territoriales, négociations et marchandages entre les différents échelons administratifs étant monnaie courante.

Au Royaume Uni, la réforme des autorités locales de 1974 a limité le nombre d'autorités locales et a réparti le pouvoir entre deux niveaux politico-administratifs territoriaux : un échelon supérieur réparti en 56 entités : 39 comtés pour l'Angleterre, 8 pour le Pays de Galles, 9 régions pour l'Ecosse auxquelles s'ajoutent 3 Scottish Island Councils. Ces entités sont elles mêmes subdivisées en 369 districts métropolitains et non métropolitains. Ces entités politico-administratives sont administrées par des conseils élus.

Au fil du temps, le niveau local est de plus en plus apparu comme un simple instrument du gouvernement central (pour partie, une fonction d'administration étatique déconcentrée) ce qui a eu d'importantes conséquences sur l'évolution des rapports de force entre ces niveaux de pouvoir. La légitimité du niveau local étant enracinée dans son efficacité fonctionnelle et non dans sa capacité d'être un contre-pouvoir politique, la mise en question de cette efficacité au cours des dernières décennies (crise de la gestion urbaine notamment) a rendu le niveau local politiquement plus vulnérable.

Au cours des vingt dernières années, les collectivités locales ont été soumises à de profondes transformations.

Elles ont tout d'abord fait l'objet d'une violente critique de la part du gouvernement conservateur à l'époque de M. Thatcher. Deux impératifs essentiels guident la politique conservatrice : s'attaquer à l'inflation par une politique monétaire «*saine et contraignante*» et réduire la participation de l'Etat dans tous les domaines («*roll back the State*») en diminuant la part du PNB consommée par l'Etat et par les collectivités locales. Ce changement passe par une lutte contre certains intérêts (l'establishment social-démocrate, les autorités locales travaillistes, les fonctionnaires et leurs syndicats), par une restructuration du Welfare State reposant sur une politique de responsabilisation des citoyens et par l'introduction d'une forte concurrence dans la fourniture des biens et services (privatisation des entreprises et des services), le secteur privé étant jugé intrinsèquement plus efficace que le secteur public.

Dès lors le conflit entre le gouvernement central et les collectivités locales était inévitable, d'autant que les autorités locales étaient les premiers fournisseurs de services ceux parmi les plus coûteux. Tout cela a conduit à un mouvement de recentralisation auquel les collectivités locales n'ont pu s'opposer. En outre, les collectivités locales étaient d'autant plus fragilisées qu'elles ne disposaient plus de l'appui inconditionnel des classes populaires.

Cette orientation n'a pas été sans provoquer de durs conflits avec certaines collectivités locales, notamment avec les bastions du parti travailliste qu'étaient le Great London Council, les conseils des six comtés métropolitains (Birmingham, Manchester, Liverpool, Leeds, Sheffield et Newcastle), certains boroughs londoniens (Lambeth, Camden, Islington, Hackney) et de province (Liverpool notamment) qui refusèrent d'appliquer les directives gouvernementales. En 1986, le Gouvernement supprime les 6 comtés métropolitains et le Grand Londres et propose la mise en place d'une réforme fiscale «*Poll tax*» (White Paper "Paying for Local Democracy") qui entraînera la chute du gouvernement Thatcher.

Pendant de longues années, les collectivités locales anglaises n'ont plus été considérées comme des partenaires du gouvernement central dans la conduite des politiques urbaines, ce rôle ayant été souvent confié à des instances ad hoc, les Urban Development Corporations chargées de revitaliser les centres villes en disposant de pouvoirs et de moyens considérables leur permettant d'attirer les investissements privés. Il faut attendre le lancement de la politique de City Challenge, en 1991, pour que les collectivités locales retrouvent de leur crédit.

L'arrivée du gouvernement de Tony Blair en 1997 marque un autre important tournant dans l'organisation politico-administrative du pays. Outre la reconnaissance du rôle des collectivités locales et des villes dans l'élaboration et la mise en œuvre des nouvelles politiques urbaines, le gouvernement central procède à un double mouvement de déconcentration des administrations au niveau des régions (création en 1999 de huit Regional Development Agencies – RDA pour administrer les programmes lancés par le Social Exclusion Unit) correspondant aux régions retenues par la géographie des objectifs de l'Union européenne et le Government Offices of the Regions chargé de mettre en place le Single Regeneration Budget) et à une décentralisation plus poussée : processus de dévolution au bénéfice de l'Ecosse, de l'Irlande du Nord et du Pays de Galles, esquisse d'une régionalisation ).

Les politiques intégrées de développement urbain confiées jusqu'à présent au Ministère de l'Environnement (Department of Environment) sont placées dans les mains d'un ministère plus compact regroupant l'environnement, les transports et la politique régionale (Department of Environment, Transport and Region –DETR) dont le ministre deviendra bientôt vice-premier ministre (voir Office of the Deputy Prime Minister – ODPM) ce qui dit bien quels sont les enjeux stratégiques de ces politiques.

#### 4.12 Ecosse

Grâce au gouvernement du New Labour, l'Ecosse traditionnellement travailliste et nationaliste a obtenu la reconnaissance d'une certaine autonomie avec le processus de dévolution des pouvoirs qui a amené la reconnaissance du parlement écossais.

Cette importante réforme s'est accompagnée en 1996 d'un démantèlement du système à deux niveaux hérité de l'organisation anglaise (comté et district) au profit d'une autorité locale unitaire pour la zone centrale Glasgow- Edimbourg. Pour la partie centrale de l'Ecosse cela signifie qu'une agence de développement et deux conseils régionaux ont été remplacés par 5 LECs et par 11 autorités locales. Ce démantèlement a eu des conséquences différentes à l'Est et à l'Ouest. Pour Edinburgh, avec 1 seule LEC et 4 autorités locales, l'identité a été maintenue. Il n'en est pas de même à Glasgow puisque 4 LECs et 7 autorités locales ont été créées avec des frontières territoriales différentes. Cette transformation a modifié les contours de la Cité de Glasgow qui a été amputée d'une partie de son territoire au profit du South Lanarkshire dans le sud-est.

#### 4.13 Irlande du Nord

En Irlande du Nord, le processus de dévolution des pouvoirs entamé en 1998 a été ralenti par les problèmes rencontrés par le processus de paix ce qui a abouti à suspendre pour un temps l'autonomie politique de la province. Dès lors, le processus des réformes n'était pas plus prioritaire.

En février 2002, un rapport critique est publié sur l'administration publique en Irlande du Nord « Review on Public Administration in Northern Ireland –RAPNI 2002». Ce rapport place la thématique du gouvernement local au cœur des enjeux. En particulier, le rapport souligne clairement l'inadaptation des services délivrés par le gouvernement régional et par les gouvernements locaux.

Cette critique qui est traversée par la question des conflits communautaires et par les problèmes de relations frontalières avec la République d'Irlande montre cependant que les difficultés ne sont pas propres à l'Irlande du Nord et qu'il concerne l'ensemble du Royaume Uni et peut-être l'ensemble des pays membres de l'Union européenne.

Le rapport met l'accent sur les questions suivantes :

- la responsabilité démocratique des instances élues face à l'extension des instances parapubliques (Quangos) liée au développement des multiples formes de gouvernance urbaine (quel contrôle démocratique est possible ?).

- la responsabilité de la communauté locale dans la fourniture des services et dans leur adaptation
- la subsidiarité (coopération verticale)
- la coordination et l'intégration des services pour mettre en œuvre des politiques transversales (cross-cutting policies) (coopération horizontale),
- l'efficacité et l'efficience des systèmes chargés de la fourniture des services.

## 4.2 Mode de gestion du partenariat (comité de pilotage, task force...) Coopérations, contrats et conventions.

### 4.21 Angleterre et Pays de Galles

Avec **le City Challenge** est mis en œuvre les premières formes de partenariat entre les principales administrations locales, le secteur de l'investissement privé et les habitants des quartiers.

Le lancement de cette politique s'est réalisé à travers un appel d'offre annuel lancé par le DOE auprès des villes. Dans le premier tour de la compétition (1991-92), 20 villes ont été pré-sélectionnées et 11 ont été choisies à titre expérimental pour recevoir un financement de 7,5 millions de £ par an pendant 5 ans. En 1992, cette politique a fait l'objet d'un second appel d'offres auprès des 57 territoires considérés comme étant les plus défavorisés (Z score). Vingt villes supplémentaires ont été sélectionnées. **Avec les villes ainsi sélectionnées, un plan d'action contractuel a été passé pour une période de 5 ans.**

Le City Challenge a redonné un rôle-clé aux autorités locales pour initier des interventions de régénération urbaine. Dans ce sens, les collectivités locales sont encouragées à adopter des pratiques plus entrepreneuriales et plus interministérielles et à établir des procédures de décision rapides sous le contrôle de Boards ou de Trusts dans lesquels sont représentés le milieu des affaires, les universités, les communautés et les administrations publiques. Elles doivent stimuler le développement de la ville en activant des réseaux d'acteurs publics et privés. Ainsi, les propositions des collectivités locales soumises à l'appel d'offres du City Challenge doivent faire la preuve du caractère effectif de partenariat local, du ciblage territorial des stratégies de développement et d'un traitement dans le cadre d'approches intégrées des problèmes de déclin économique et de dégradation sociale. 15

Cette orientation a été confirmée avec l'adoption du Single Regeneration Budget et la généralisation de cette politique à 500 programmes locaux. La dimension contractuelle de cette politique a été confirmée puisque la durée des contrats est passée à 7 ans. La mise en place du SRB s'est accompagnée de la création d'agences régionales (Government Offices of the Regions – GORs) pour mettre chargé de mettre en place ces nouveaux programmes, ces agences reprenant le découpage géographique agréé par l'Union européenne. Ainsi, l'articulation entre SRB et la distribution des Fonds européens est facilitée dans la mesure où ces

15 - Pour Michael Heseltine, le City Challenge «concerne les autorités locales et leur capacité de mettre en œuvre la régénération des quartiers. Il concerne les habitants et leurs assemblées réunissant un partenariat entre des organisations communautaires, des groupes de volontaires et le secteur privé». DOE (1992).- **City Challenge II : Michael Heseltine looks for winners.**- Press Release Number 115, London. «The local authority is back performing a pivotal role in partnership with other public agencies, the private sector, voluntary organisations and the non-statutory sector and the community» OATLEY (N) op. cit. p. 2.

fonds privilégiaient déjà les zones urbaines concernées par l'aide européenne (Objectif 1 pour l'Irlande du nord, Merseyside –Liverpool, Highlands and Islands of Scotland, Objectif 2 pour 13 autres régions).

Avec le «New Commitment to Neighbourhood Renewal National Strategy Action Plan» lancé en 2001 un pas de plus est franchi dans l'élaboration des nouvelles politiques urbaines. Cette politique souligne clairement que les difficultés rencontrées dans les territoires les plus dégradés tiennent moins aux caractéristiques de ces territoires et de leurs populations qu'à l'absence d'une stratégie commune d'intervention portée par les différentes administrations publiques et dans l'inadaptation des réponses apportées par ces institutions et ces organismes. En quelque sorte, la multiplication d'initiatives lancées depuis 1997, a montré que le problème n'était peut-être là où on le croyait. Rationaliser, restructurer et réformer les services sont devenu un des maîtres mots de ce type de politique.

«Le facteur majeur de changement dans les communautés défavorisées réside dans la capacité locale de faire travailler ensemble les compétences, les savoir-faire, les moyens et les ressources des individus et des communautés de base, des bénévoles et des groupes militants, le secteur des entreprises privées et le secteur public. Le New Commitment souligne l'importance d'une stratégie locale partenariale capable de réunir tous ces facteurs au bénéfice des quartiers défavorisés et des communautés ». 16

Trois éléments sont mis en avant :

- la création d'un partenariat local stratégique capable de coordonner et de rationaliser les interventions des différents acteurs publics et privés afin de construire une coalition autour d'un projet,
- la nécessité de tenir compte des caractéristiques des territoires car c'est à partir d'elles que peuvent s'élaborer les stratégies de développement,
- la définition du rôle et de méthodes de fonctionnement du partenariat, trois possibilités apparaissant : soit un groupe opérationnel (operational focus), soit une instance de régulation non-interventionniste (hands-off strategic approach), soit un réseau d'acteurs (network approach).

Cette transformation progressive des échelons politico-administratifs du pays (coopération verticale) se double d'une volonté de clarifier l'organisation des politiques sectorielles et des diverses initiatives qui ont été prises au fil du temps en matière de politiques urbaines. Ainsi, le Local Government White Paper de 2001 a, dans ses critiques, mis explicitement l'accent sur la confusion qui règne dans la multiplicité des politiques et des programmes et la nécessité de rationaliser le système. Il a mis en place une unité de coordination des politiques au niveau régional mais beaucoup d'observateurs doutent de son efficacité.

Quoi qu'il en soit, ces critiques désignent un problème qui est au cœur du politiques et des programmes intégrés de développement urbain développement urbain intégré et est souligné fortement par le rapport «The State of English Cities » à savoir la coordination des politiques sectorielles et plus précisément l'adaptation de l'organisation des services aux nouveaux enjeux sociaux et urbains. La question de la coopération horizontale et transversale entre les services apparaît désormais, au Royaume Uni comme ailleurs, comme étant au

---

16 - AUDIT COMMISSION FOR LOCAL AUTHORITIES (2002).- **Neighbourhood renewal**.- p. 18.

cœur des réformes des politiques publiques et peut-être au cœur des difficultés que rencontrent les villes et les populations les plus défavorisées qui y vivent.

## 5 - DYNAMIQUE PARTICIPATIVE

**Groupes-cibles et caractéristiques des personnes impliquées (nombre, qualification, compétences). Méthodes utilisées pour identifier le potentiel des individus et des groupes (capital social). Formes de participation et d'implication. Méthodes utilisées pour renforcer le pouvoir des individus et des groupes (stratégies d'empowerment).**

Généralement, il est peu fait état de la question de la participation des habitants dans la formulation des politiques britanniques. En revanche, la thématique de l'implication des communautés de base dans les politiques et les programmes intégrés de développement urbain est constamment présente. Il y a là une distinction qui n'est pas que langagière. Elle correspond à une autre conception de l'intérêt général et de l'action publique. Aucune politique ne peut passer cette question de l'implication de habitants sous silence tant elle est conforme à la manière dont est appréhendé, au Royaume Uni, la construction de l'intérêt général et tant elle est consubstantielle à l'énoncé des programmes considérés.

L'intérêt général n'est pas une construction abstraite, élaboré à partir de principes généraux du droit et servi de manière «top-down». C'est une construction négociée entre intérêts particuliers qui repose sur une dynamique «bottom-up». Les intérêts particuliers n'existent et ne sont défendus que dès lors qu'ils sont parties prenantes au débat. L'implication des acteurs et particulièrement des habitants va donc de soi. Elle n'a pas à être octroyée. Les habitants ne sont pas dans une situation d'extériorité par rapport à des projets et des programmes construits par d'autres.

La politique de City Challenge qui a consisté à promouvoir la construction de partenariats entre les administrations locales, les investisseurs privés et les communautés locales de base en est l'illustration. En quelque sorte, elle marque un retour à une certaine tradition anglo-saxonne des approches communautaires (voir les référence aux Etats-Unis dans la formulation de cette politique) mise entre parenthèse par l'épisode thatchérien, centralisateur sur le plan politique (négation des autorités locales et des formes organisées des intérêts) et ultra-libéral sur le plan économique (individualisme marchand au nom de la lutte contre les formes d'assistance et de dépendance).

Un des critères de sélection des projets dans le cadre du City Challenge est précisément la question de l'implication des communautés de base dans les projets et même le portage de ces projets par les communautés de base.

Cette dimension a été à nouveau fortement soulignée lors du lancement du Single Regeneration Budget (SRB) et confirmé avec l'avènement des politiques et des initiatives lancées par le gouvernement Blair. Le SRB et les nouveaux projets tels que New Deal in the Communities et Le New Commitment sont particulièrement exigeant sur cette dimension du partenariat. L'implication des communautés dans les nouveaux programmes est conçue comme une manière de faire pièce au mouvement de désaffection des populations par rapport à la chose publique particulièrement sensible dans les quartiers défavorisés et aux sein des communautés d'origine étrangère. C'est précisément au moment où la demande concernant l'accès au débat public et aux processus de décision politique est à son étiage que l'offre de la part des autorités publiques en ce domaine est la plus manifeste.

Sous l'influence américaine et surtout à travers les initiatives financées par l'Union européenne, la fin des années quatre-vingt-dix est celle de la floraison de nouvelles notions et de nouveaux concepts tels que «capital social», «société civile», «entreprise citoyenne», «économie sociale» «sustainable communities», «cohésion sociale» qui correspondent à l'orientation prise par le gouvernement britannique de renforcer l'implication des communautés de base dans les processus de régénération des villes.<sup>17</sup>

Il y a loin cependant de l'affichage d'une telle orientation à sa mise en œuvre concrète. De nombreux observateurs constatent que les communautés de base sont toujours dans une position de faiblesse dans les comités de pilotage des partenariats mis en place et dans les nouvelles formules de gouvernance urbaine multi-partenaires qui ne contribuent pas à la clarification des enjeux, à la visibilité des rapports de force et aux contrôle des communautés de base sur les processus à l'œuvre. Les nouveaux programmes tels que le New Commitment mettent de plus en plus l'accent sur le soutien et l'expertise à apporter aux communautés de base et aux organisations communautaires ce qui passe par la formation de professionnels compétents et par la mobilisation de ressources (cf. l'utilisation des fonds de la loterie nationale).

Une telle orientation est repérable en Irlande du nord dans le cadre du processus de paix et en Ecosse. Dans cette région, au cours des années quatre-vingt dix, les autorités locales ont soutenu la création d'organisations communautaires de quartier. La ville de Glasgow a été certainement à la pointe de ce mouvement en créant un réseau de «local development companies – LDCs» dans les 8 quartiers les plus dégradés de la ville (cf. Easterhouse, Govan). Ces compagnies travaillent sous la direction d'un conseil partenarial dans lequel siège la ville, la Glasgow Development Agency, des représentants des communautés locales, le secteur privé et les centres de formation. De multiples financements ont été mis en place mais ces financements restent précaires.

Quoi qu'il en soit, tant en matière d'organisation de partenariat entre les acteurs (coopération territoriale) qu'en matière de transformation des systèmes politico-administratifs (coopération verticale et horizontale) ou encore dans le domaine de l'implication des communautés de base, il semble bien que les politiques intégrées de développement urbain au Royaume Uni soient désormais arrivées à l'heure des décisions radicales. Le foisonnement des initiatives de toute nature, sorte de rideau de fumée ou de manifestation vibrionnante en serait le symptôme.

---

17 - CHANAN Gabriel (1999) .- **Integrated Urban Policy in the United Kingdom**.- CRDSU

## 6 - MOBILISATION DES RESSOURCES

**Mobilisation des ressources humaines (professionnelles, bénévoles, volontaires). Place du rapport hommes-femmes. Place des minorités dans les dispositifs. Emergence de nouveaux métiers et de nouvelles professions. Transformation des organisations politico-administratives. Mobilisation de ressources financières (financements publics et privés, collecte des ressources d'épargne locale, etc.). Le financement de cette politique, des programmes et des projets. Le processus d'accumulation et de transmission des savoirs et des savoir-faire. Le processus de qualification du milieu. Pouvoirs et coalitions politiques**

Les politiques urbaines sont longtemps restées des politiques de court terme. Des effets d'annonce suivis d'une explosion des dépenses ont été une constante. Pendant longtemps, avant le lancement du City Challenge, les programmes pluriannuels (3 à 5 ans) ont été l'exception, à chaque fois ces politiques retombaient dans une programmation budgétaire annuelle.

Depuis le lancement du City Challenge en 1991 (deux appels à propositions annuelles) et surtout avec la mise en œuvre du Single Regeneration Budget en 1996 (cinq appels à proposition, durée de 7 ans pour la contractualisation), les investisseurs publics et privés mais aussi les autorités locales, les porteurs de projets et les communautés de base disposent d'un cadre leur permettant de donner une certaine stabilité à leurs stratégies.

Par ailleurs les sommes mises en jeu ne sont pas négligeables. Avec le City Challenge, entre 1992 et 1997, 31 villes ont été retenues, chacune d'entre elles ayant reçu 37,5 millions de livres durant les 5 ans de contrat. Le budget disponible a été augmenté avec le SRB grâce à la réunion en une seule enveloppe d'une vingtaine de budgets et programmes ayant permis de financer près de 500 opérations.

Avec le City Challenge et le SRB ont assisté à un changement dans l'utilisation des sommes allouées et un passage du « hardware » dominant dans la période Thatcher (politique d'investissement lourd dans le cadre des Urban Development Corporations) vers plus de « software » (prise en compte des dimensions sociale, éducatives, renforcement des dépenses de fonctionnement, subventionnement de l'organisation des communautés de base).

Le SRB marque quant à lui une plus grande fongibilité des crédits et un assouplissement des moyens mis à la disposition des autorités locales. Il faut rappeler ici que les collectivités locales britanniques sont beaucoup plus que les autres collectivités locales européennes étroitement dépendantes des budgets de droit commun du gouvernement central. Ainsi la dotation budgétaire étatique représente plus de 70% des recettes des collectivités locales. Dès lors la globalisation des subventions intervenues avec le SRB a introduit un peu plus de souplesse de gestion pour des collectivités locales qui avaient été sévèrement pénalisées au cours de la période Thatcher et largement mise alors sous tutelle.

Pour positive qu'elle soit cette évolution des politiques urbaines britanniques n'est pas sans créer d'autres difficultés. Tout d'abord, le SRB a été lancé à un

moment de diminution des crédits gouvernementaux (1,6 milliard de £ en 93/94, 1,4 milliard en 94/95, 1,3 milliard en 95/96, alors que, dans le même temps, les zones éligibles ont considérablement augmentées. Entre 1995 et 1997, 500 programmes locaux ont été mis en place. Ils occupent cependant une position satellite vis-à-vis des principaux services publics et se sont rarement intégrés dans un plan d'urbanisme municipal, régional ou national. Ils ont engendré cependant une nouvelle culture professionnelle d'échange et de dialogue avec le gouvernement. Moins sélectif que le City Challenge, le SRB a conduit à une certaine dispersion du financement sur le territoire ce qui fait qu'aujourd'hui la masse critique des projets n'est pas atteinte notamment dans les grandes métropoles et leur impact est négligeable sur la fragmentation urbaine et sociale à l'œuvre. Une même critique est d'ailleurs faite à propos du PIC Urban.

Avec la floraison des initiatives nationales et régionales survenues après 1997, beaucoup de partenaires sont désormais concernés par la compétition pour l'allocation des fonds. La compétition a encouragé l'innovation, la collaboration et le partenariat dans les zones faisant l'objet de programmes.

Beaucoup de gestionnaires de programmes regardent cependant la compétition comme un problème quant à l'allocation à long terme des ressources. Selon eux, elle divise, tord les priorités locales, consomme de rares ressources et pénalise des territoires qui ne dispose pas d'opportunités. Avec la dilution des ressources entre de multiples projets, la dimension politique stratégique aurait été perdue avec le SRB, celui-ci se résumant en une collection de projets ponctuels plutôt qu'en une approche intégrée pour des zones clairement définies.

Le New Commitment to Neighbourhood Renewal National Strategy Action Plan lance en 2001 aborde une question majeure qui ne concerne pas que les politiques intégrées de développement urbain mais que celles-ci, certainement plus que d'autres contribuent à poser à savoir la nécessaire coordination des moyens publics et l'efficacité des services sur le terrain. Pour la première fois, une politique indique explicitement que les difficultés rencontrées par des populations et des territoires relèvent peut-être essentiellement de la manière selon laquelle les services sont organisés et de la manière selon laquelle ils sont mis en œuvre ; Il est trop tôt pour dire si cette saine réflexion aboutira à des réformes majeures sur le terrain.

## 7 - METHODES D'EVALUATION

**Les méthodes d'évaluation utilisées. Les critères de succès. L'aboutissement des politiques (Arrêt ? Intégration dans le fonctionnement normal ? Effets sur l'organisation des institutions ?). Effets inattendus des politiques.**

Le City Challenge a donné lieu à une véritable évaluation nationale association des équipes de chercheurs et de praticiens.

En 1996, l'évaluation intermédiaire du City Challenge en 1996 soulignait les aspects prometteurs de la formule et notamment son caractère partenarial associant secteur public, secteur privé et communautés de base. Elle soulignait aussi le fait que l'initiative tout en étant ciblée sur des territoires précis avait une dimension stratégique. Elle soulignait enfin la multiplicité des domaines d'intervention retenus. L'évaluation finale a confirmé ces premières impressions. Chaque livre publique a réussi à attirer 4 livres d'investissement privé. Près de 9 000 petites activités ont été lancées, 76 000 emplois ont été créés ou préservés, 110 maisons ou appartements ont été construits ou améliorés. <sup>18</sup>

Pour Burton et O'Toole, le City Challenge marque une prise de distance par rapport aux préoccupations des années quatre-vingt que l'on peut résumer par la formule des trois «E» (efficiency, economy and effectiveness) et leur substitution par les trois «C» (coopération entre les acteurs publics et privés et avec les communautés de base, concentration des ressources, compétition entre les territoires pour l'accès à un volume de ressources limité). <sup>19</sup>

Le City Challenge a indubitablement apporté de réels bénéfices aux villes qui ont gagné la compétition. Pour les villes qui se sont activement engagées dans le CC, il s'agit du processus de régénération urbaine le plus prometteur de ces vingt dernières années.

Le City Challenge a permis :

- un soutien considérable au partenariat entre le secteur privé, les autorités locales, le gouvernement central et le secteur communautaire à travers les principes suivant : ciblage sur le partenariat, une stratégie compréhensive de régénération sur des territoires ciblés, l'accent mis sur les résultats, le retour du rôle stratégique des collectivités locales.
- la perspective de ressources additionnelles importantes a stimulé la formulation de stratégies et de projets de haute qualité,
- l'encouragement d'une plus grande coopération entre les autorités locales et les autres institutions,
- l'aide apportée aux autorités locales pour penser plus stratégiquement et pour intégrer des programmes particuliers dans une stratégie globale.
- la compétition a favorisé la concentration des moyens et a galvanisé les partenaires dans leur engagement et leur collaboration.

---

18 - CHANAN Gabriel (1999).- *Integrated Urban Policy in the United Kingdom*.- CRDSU

19 - BURTON (P), O'TOOLE (M).- *Urban Development Corporations : post-Fordism in action or Fordism in retrenchment ?*.- in IMRIE (R), THOMAS (H) (eds). *British Urban Policy and the Urban Development Corporations*.- London, Paul Chapman.1993

- la compétition a aussi favorisé la recherche d'autres financements (par exemple les financements européens),
- le ciblage spatial a découragé la tendance traditionnelle des autorités locales à tartiner trop finement la confiture et a encouragé au contraire la nécessité de définir des priorités.
- la concentration de moyens sur une zone précisément définie et pendant une durée de cinq ans a créé un climat de confiance.
- la possibilité donnée aux communautés locales de s'impliquer à travers le processus de décision a été un point extrêmement positif.

Le City Challenge a mis aussi l'accent sur la coordination des ressources publiques et sur leur concentration sur des territoires ciblés. Il a encouragé les collectivités locales à adopter de nouvelles pratiques de travail qui mettent l'accent sur les approches entrepreneuriale (corporate) et interministérielle (inter-agency) dans l'élaboration des stratégies territoriales de régénération urbaine (integrated area-based regeneration strategies). Le DoE a réduit aussi son contrôle bureaucratique en n'exigeant pas d'approbation préalable pour des projets de moins de 500 000 £ approuvés dans le cadre de l'Action Plan. **20**.

Certains aspects du City Challenge ont fait l'objet de critiques.

- la compétition n'apparaît pas comme la meilleure façon de distribuer des ressources rares, ni la plus rationnelle, ni la plus équitable ;
- elle a suscité des désillusions de la part zones non retenues car les critères de sélection ne semblaient ne pas être transparents ;
- la zone sélectionnée n'inclut pas tous les quartiers défavorisés et la zone choisie n'est pas nécessairement celle qui aurait été choisie en priorité par l'autorité locale
- le City Challenge n'a pas réduit la bureaucratie autant que certains acteurs l'auraient souhaité ce qui pose la question de l'équilibre des contrôles entre le centre et le local (cf. l'ambition du programme New Commitment)
- il est important de bien mesurer la qualité des outputs
- il est nécessaire d'avoir des mesures plus qualitatives du développement du partenariat, des capacités des communautés de base et des opportunités qui s'offrent.

L'évaluation du Single Regeneration Budget a conduit à des constats assez similaires à celle du City Challenge mais sur certains points ils en diffèrent.

Le SRB insiste plus que les politiques précédentes sur le rôle de l'initiative locale et sur le partenariat. Malheureusement quelques aspects négatifs doivent être soulignés : la réduction des ressources (de 1,6 billion en 1993/94 à 1,4 billion en 1994/95 - total des anciens programme- et à 1,3 billion en 1995/96 -première année du SRB) et le fait que le SRB soit ouvert à tous les territoires et pas seulement aux zones les plus défavorisées (réduction des volumes financiers pour chaque projet, difficulté pour les zones les plus défavorisées de concourir) a entraîné un manque d'adaptation entre les moyens disponibles, le nombre des projets retenus et l'ampleur des problèmes rencontrés.

L'évaluation fait apparaître aussi que malgré l'allongement de la durée des contrats SRB (7 ans), les programmes ne sont pas à l'échelle du temps des processus de dévalorisation. Plus que jamais, avec la question de la masse

---

**20** - DE GROOT L (1992).- *City Challenge : competing in the urban regeneration game.*- Local Economy, 7, pp. 196-209.

critique, celle de la durée et du rythme des transformations apparaît comme un paramètre majeur de la réussite de ces politiques.

Ces questions de la masse critique et de la durée sont aussi au cœur de la thématique de l'intégration des politiques sectorielles (coopération horizontale, transversale) lorsqu'il s'agit de mobiliser des budgets de droit commun lestés d'une certaine pesanteur routinière, corporatiste ou bureaucratique (departmentalism).

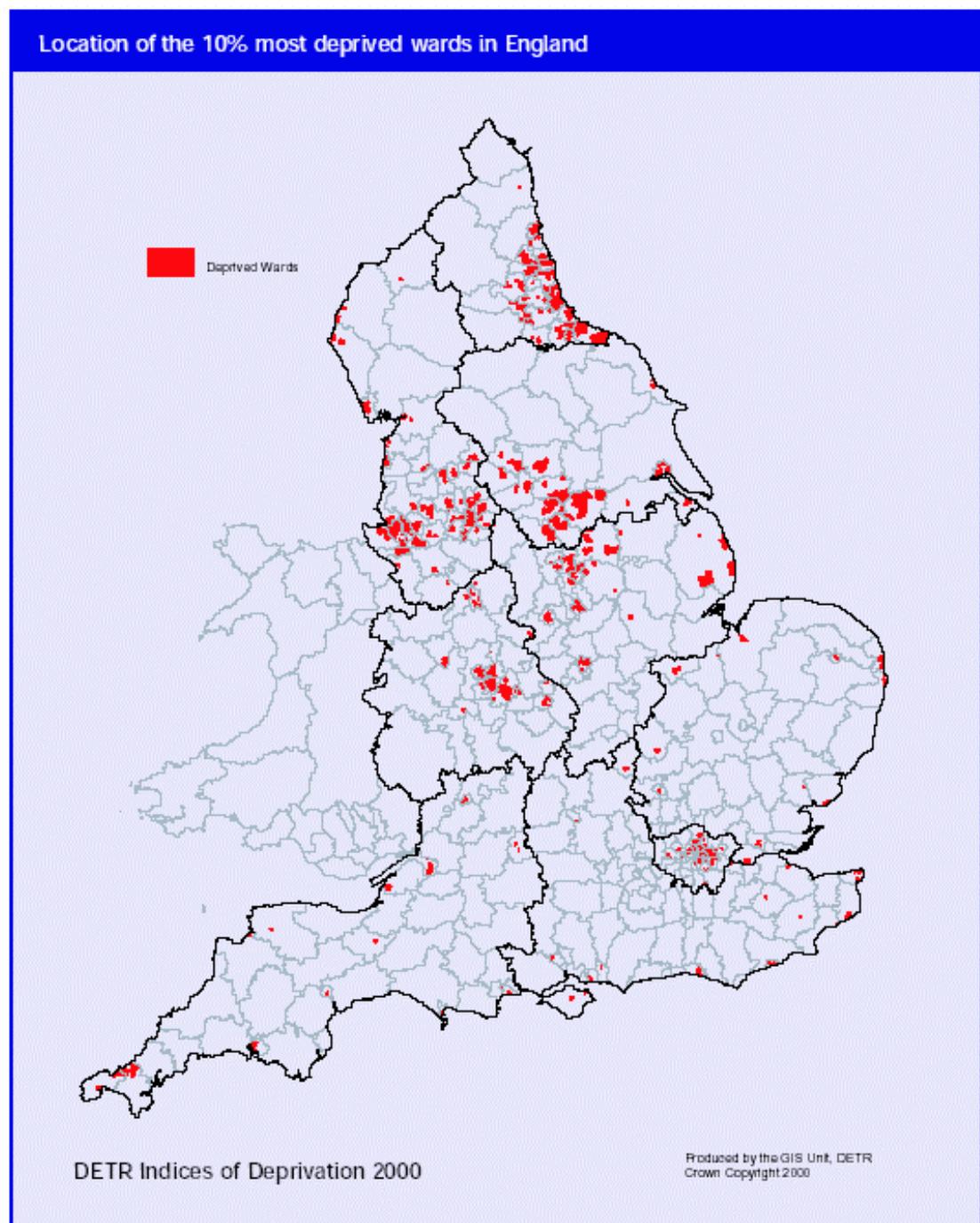
La floraison de nouvelles initiatives et de nouveaux dispositifs apparus avec la mise en place de l'administration Blair à partir de 1997 a aussi contribué à ce que la volonté affichée d'une approche plus intégrée et transversale (l'expression retenue « joined up government ») trouve difficilement à se concrétiser. Au niveau local, certaines zones défavorisées peuvent avoir jusqu'à six ou sept initiatives de régénération urbaine toutes plus intégrées les unes que les autres. C'est d'ailleurs une des plus importantes critiques formulées par les acteurs de terrain au moment de l'élaboration du Commitment to Neighbourhood Renewal National Strategy Action Plan, critique qui a porté sur le vibrionnement des projets (souvent sans suite) sur un même territoire et sur l'inconsistance du pilotage de l'administration centrale.

Concernant cette «inconsistance», les évaluations ont aussi souligné la nécessité d'améliorer la coopération au sein des programmes de revitalisation urbaine mais les autorités locales ont tellement perdu de pouvoirs et de ressources au cours des années Thatcher qu'elles ne sont plus de réels partenaires dans le processus de régénération. Il en est de même des groupes communautaires. City Challenge et SRB ont montré la nécessité de meilleures coopérations territoriales, verticales et horizontales mais celles-ci se heurtent à l'architecture inadaptée de l'organisation politico-administrative régionale et locale : faiblesses des communes, absence de pouvoirs métropolitains forts, absence de pouvoirs régionaux, doublons des administrations étatiques à l'échelle régionales entre Government Regional Offices (GORs) et Regional Development Agencies (RDAs). La rationalisation, la restructuration et la réforme (les trois R) du système politico-administratif est une des ambitions du New Commitment programme. Wait and see !

En quelque sorte, malgré les considérables succès obtenus par ces politiques intégrées de développement urbain, celles-ci ont permis de mettre le doigt sur les mécanismes amplificateurs de la fragmentation urbaine et sociale que représente un système inadapté de gouvernement des régions et des villes. Les problèmes de sectorisation, au niveau central, régional et local redoublé par une inconsistance de l'organisation politico-administrative empêchent la mise en œuvre de politiques intégrées efficaces. La pléthore des récentes initiatives territoriales introduite par les différents ministères a réveillé l'intérêt concernant la fragmentation des politiques et un retour au patchwork qui caractérisait la politique des années quatre-vingt. Finalement, en l'absence de telles réformes, l'emphase sur le pilotage par l'aval continue de favoriser les projets physiques sans lendemain (les éléphants blancs) et marginalisent les communautés de base les plus fragiles.

**ANNEXES**

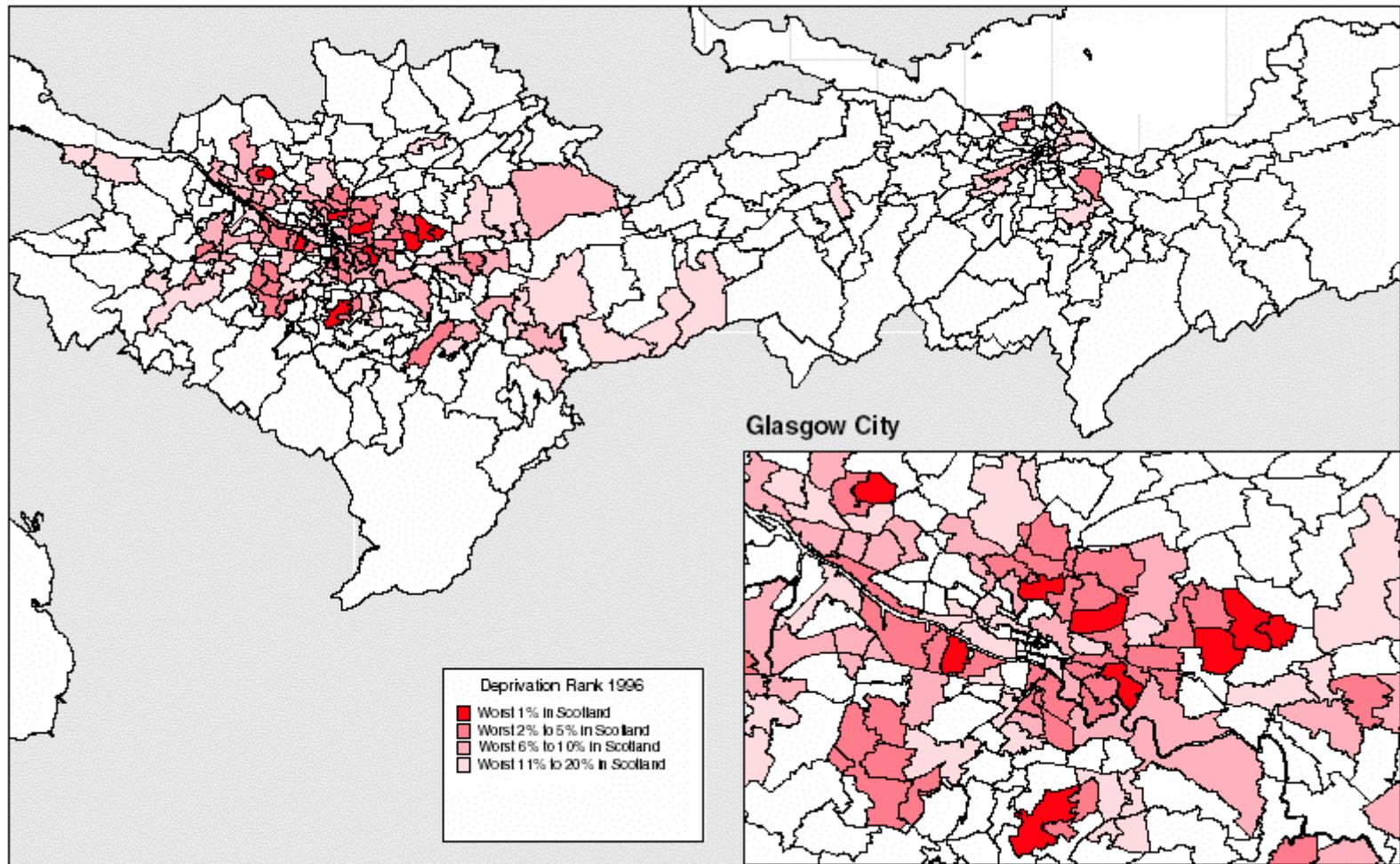
**ANNEXES 1 : CARTES ET SCHEMAS CONCERNANT LE ROYAUME UNI**



## Appendix 2: List of the 88 local authorities targeted under the *New Commitment to Neighbourhood Renewal*

Allerdale	Dudley	Leeds	Sandwell
Ashfield	Ealing	Leicester	Sedgefield
Barking and Dagenham	Easington	Lewisham	Sefton
Barnsley	Enfield	Lincoln	Sheffield
Barrow-in-Furness	Gateshead	Liverpool	South Tyneside
Birmingham	Great Yarmouth	Luton	Southampton
Blackburn with Darwen	Greenwich	Manchester	Southwark
Blackpool	Hackney	Mansfield	St Helens
Bolsover	Halton	Middlesborough	Stockton-on-Tees
Bolton	Hammersmith and Fulham	Newcastle upon Tyne	Stoke-on-Trent
Bradford	Haringey	Newham	Sunderland
Brent	Hartlepool	North Tyneside	Tameside
Brighton and Hove	Hastings	Nottingham	Tower Hamlets
Bristol	Hyndburn	Oldham	Wakefield
Burnley	Islington	Pendle	Walsall
Camden	Kensington and Chelsea	Penwith	Waltham Forest
Coventry	Kerrier	Plymouth	Wandsworth
Croydon	Kingston upon Hull	Portsmouth	Wansbeck
Derby	Kirklees	Preston	Wear Valley
Derwentside	Knowsley	Redcar and Cleveland	Westminster
Doncaster	Lambeth	Rochdale	Wigan
		Rotherham	Wirral
		Salford	Wolverhampton

Figure 3.8: Deprivation Indices, 1996



Source: Gibb et al (1998). Boundaries are for former local authority districts and for 1991 postcode sectors from UKBORDERS. Crown copyright.

## CITY CHALLENGE

### Premier tour 1991

#### Villes gagnantes 21

- 01 - Dearne Valley 22
- 02 - Bradford
- 03 - Lewisham
- 04 - Liverpool
- 05 - Manchester
- 06 - Middlesbrough
- 07 - Newcastle
- 08 - Nottingham
- 09 - Tower Hamlets
- 10 - Wirral
- 11 - Wolverhampton

#### Villes rejetées

- 01 - Birmingham
- 02 - Bristol
- 03 - Salford
- 04 - Sheffield

#### Villes candidates non invitées

- 01 - Birmingham
- 02 - Newham
- 03 - Sandwell
- 04 - St Helens
- 05 - Stockton
- 06 - Sunderland

### Deuxième tour 1992

#### Villes gagnantes

- 01 - Barnsley
- 02 - Birmingham
- 03 - Blackburn
- 04 - Bolton
- 05 - Brent
- 06 - Derby
- 07 - Hackney
- 08 - Hartlepool
- 09 - Kensington & Chelsea
- 10 - Kirkles
- 11 - Lambeth
- 12 - Leicester
- 13 - Newham
- 14 - North Tyneside
- 15 - Sandwell
- 16 - Sefton
- 17 - Stockton
- 18 - Sunderland
- 19 - Walsall
- 20 - Wigan

#### Villes rejetées

- 01 - Bradford
- 02 - Bristol
- 03 - Burnley
- 04 - Coventry
- 05 - Doncaster
- 06 - Dudley
- 07 - Gateshead
- 08 - Greenwich
- 09 - Halton
- 10 - Hammersmith & Furlham
- 11 - Haringey
- 12 - Hull
- 13 - Islington
- 14 - Knowsley
- 15 - Langbaurgh
- 16 - Leeds
- 17 - Liverpool
- 18 - Middlesbrough
- 19 - Newcastle
- 20 - Nottingham
- 21 - Oldham
- 22 - Plymouth
- 23 - Preston
- 24 - Rochdale
- 25 - Rotherham
- 26 - St Helens
- 27 - Salford
- 28 - Sheffield
- 29 - South Tyneside
- 30 - Southwark
- 31 - Tower Hamlets
- 32 - Wandsworth
- 33 - Wolverhampton
- 34 - The Wrekin

21 - Toutes les villes gagnantes étaient des villes gérées par le Parti Travailiste.

22 - Joint venture entre Doncaster, Barnsley et Rotherham.

**TABLEAU N° 1 : CLASSEMENT DES 57 URBAN PROGRAMME AUTHORITIES (Z Scores)  
1981 (CC 91 et CC 92 Villes choisies dans le cadre du City Challenge)**

**ENGLAND**

01 - Hackney	CC 92	21 - Blackburn	CC 92	41 - Derby	CC 92
02 - Newham	R 91 CC 92	22 - Knosley	R 92	42 - Bristol	R 91
03 - Tower Hamlets	CC 91	23 - Middlesbrough	CC 91	43 - Gateshead	R 91
04 - Lambeth	CC 92	24 - Preston	R 92	44 - The Wrekin	R 92
05 - Hammersmith & Fulham	R 92	25 - Kingston-upon-Hull	R 92	45 - St Helens	R 91
06 - Haringey	R 92	26 - Bradford	CC 91	46 - Stockton-on-Tees	R 91 CC 92
07 - Islington	R 92	27 - Burnley	R 92	47 - Plymouth	R 92
08 - Brent	CC 92	28 - Greenwich	R 92	48 - Wirral	CC 91
09 - Wandsworth	R 92	29 - Rochdale	R 92	49 - Halton	R 92
10 - Southwark	R 92	30 - Salford	R 91	50 - Sefton	CC 92
11 - Manchester	CC 91	31 - Kirklees	CC 92	51 - Doncaster	R 92
12 - Leicester	CC 92	32 - Oldham	R 92	52 - Leeds	R 92
13 - Wolverhampton	CC 91	33 - South Tyneside	R 92	53 - Wigan	CC 92
14 - Birmingham	R 91 CC 92	34 - Walsall	CC 92	54 - North Tyneside	CC 92
15 - Liverpool	CC 91	35 - Hartlepool	CC 92	55 - Barnsley	CC 92
16 - Lewisham	CC 91	36 - Bolton	CC 92	56 - Rotterham	CC 91
17 - Kensington & Chelsea	CC 92	37 - Newcastle-upon-Tyne	CC 91	57 - Dudley	R 92
18 - Coventry	R 91	38 - Sunderland	R 91 CC 92		
19 - Sandwell	R 91 CC 92	39 - Langbaugh	R 92		
20 - Nottingham	CC 91	40 - Sheffield	R 91		

Source : Urban Deprivation, Census Information Note 2, Department of the Environment

**SCOTLAND**

01 - Clydebank	06 - Hamilton
02 - Glasgow	07 - Dundee
03 - Inverclyde	08 - Renfrew
04 - Monklands	09 - Dumbarton
05 - Motherwell	10 - Cunningham

Source : Calculated from Table 1, Scottish Office, Areas of Special Need in Scotland, Central Research Unit Papers, 1984; ranking calculated on number of enumeration districts in "worst 10 per cent" in Scotland as a proportion of all enumeration districts in the local authority.

**WALES**

01 - Blaenau Gwent	06 - Merthyr Tydfil
02 - Rhondda	07 - Ogwr
03 - Cardiff	08 - Swansea
04 - Rhymney Valley	09 - Port Talbot
05 - Cynon Valley	10 - Newport

Source : Deprivation table : revised index 1991, Annex A/2 in Welsh Office Circular n° 25/91, Urban Programme, 1991.

**ANNEXE 2 : CHRONOLOGIE DES POLITIQUES INTEGREGES DE  
DEVELOPPEMENT URBAIN AU ROYAUME UNI**

**Gouvernements successifs**

1946-47	Labour : Attlee
1948-64	Conservative : Churchill, Eden, MacMillan, Home
1964-70	Labour : Wilson
1970-74	Conservative : Heath
1974-79	Labour : Wilson, Callaghan
1979-97	Conservative : Thatcher, Major
1997 -	Labour : Blair

## CHRONOLOGIE ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES

### 1945

1945 - **Distribution of Industry Act** (contrôle par le gouvernement des implantations industrielles).  
**Barlow, Scott and Uthwatt reports.**

### 1946

1946 - **New Town Act** (création des villes nouvelles)

### 1947

1947 - **Town and Country Planning Act** (les autorités locales sont dotées de moyens de contrôle de l'aménagement).  
1947 - **Comprehensive Development Areas**

### 1952

1952 - **Expanded Town Act** (extension des villes existantes)

### 1958

1958 - **Distribution of Industry Act** (création de la subvention Regional Development Grant RDG)

### 1963

1963 - Crédit du Great London et du Great London Council.

### 1964

1964 - Deprivation studies

1964 - Loi sur la police consolide le principe d'indépendance par rapport au pouvoir politique et vide de toute substance les comités de surveillance nommés par les conseils municipaux, héritage du XIXème siècle.

### 1965

1965 - Crédit des Commissions économiques régionales

1965 - **Race Relations Act.**

### 1967

1966 - Gouvernement Travailleur (Harold Wilson)

1966 - **Industrial Development Act** (création des Development Areas)

### 1967

1967 - Crédit des **Special Development Areas**

### 1968

1968 - Discours de Harold Wilson à Birmingham lançant **l'Urban Programme** (5 mai 1968). "We are about to embark on a new Urban Programme".

1968 - **Urban Aid Program** Mark 1 (Inner City Programme) par le Home Office en vue d'aborder les problèmes de nouvelle pauvreté et de prévenir les émeutes "raciales" dans les inner cities. Pathologie des ghettos.

#### 1969

1969 - **Housing Act** (création des General Improvement Areas GIAs)

1969 - Lancement de 12 **Community Development Projects** (CDPs) par le Home Office, CDPs supprimés en 1974 parce qu'ils étaient considérés comme étant trop subversifs.

#### 1970

1970 - Crédit du **Department of the Environment (DOE)**

1970 - Gouvernement Conservateur (Edward Heath)

1970 - **Local Employment Act** (création des Intermediate Areas)

#### 1971

1971 - Rattachement de l'Urban Programme au DOE.

#### 1972

1972 - Mars 1972 Peter Walker, ministre du DOE annonce les **Urban Guidelines Studies** (Oldham, Rotherham, Sunderland) et les **Inner Areas Studies** sur trois villes test (Birmingham, Liverpool, Lambeth-Londres) au cours du débat budgétaire.

1972 - **Local Government Act.** Réforme de l'organisation territoriale des collectivités locales (hors Ulster et Scotland).

1972 - **Industrial Act** (création de la subvention Regional Selective Assistance RSA)

1972 - Geoffrey Rippon devient ministre du DOE (fin 1973)

#### 1973

1973 - Rattachement de l'Urban Programme au Home Office.

#### 1974

1974 - Mise en place effective du **Local Government Act**

1974 - **Housing Act** (maintien des GIAs, création des **Housing Action Areas HAAs**; intervention des **Housing Associations HAs**, financées par l'**Housing Corporation**).

1974 - Gouvernement Travailleur. Roy Jenkins devient Ministre du Home Office

1974 - **Comprehensive Community Programmes** (juillet)

#### 1975

1975 - Etudes économiques sur le déclin des zones centrales

1975 - Mise en place de la réforme territoriale (Local government act) en Ecosse.

1975 - Lancement d'un programme expérimental de régénération de l'Est de Glasgow (**Glasgow East Area renewal - GEAR**) sous la responsabilité de la Scottish Development Agency (SDA).

#### 1976

1976 - Discours de Peter Shore, Ministre du DOE annonçant à Manchester un nouveau Urban Programme (17 septembre 1976).

#### 1977

1977 - **White Paper** (Livre Blanc) "**Policy for the Inner Cities**" et lancement de l'**Urban Aid Program** (Inner city program) qui est transféré du Home Office au DoE. Création des **Partnership Arrangements** (7 zones de partenariat : Londres-Docklands, Hackney-Islington, Lambeth, Newcastle-Gateshead, Manchester-Salford, Birmingham, Liverpool) et des **Industrial Improvement Areas**.

1977 - Suppression du programme de villes nouvelles (Ministre du DoE, Peter Shore)

#### 1978

1978 - **Inner Urban Areas Act** qui autorise l'intervention économique des autorités locales.

#### 1979

1979 - **Premières émeutes dans les Inner cities.** Publication du rapport Scarman « The Brixton's disorders ».

1979 - **Priority Estate Projects** (PEPs) lancés par le Ministère de l'Environnement

#### 1980

1980 - **Planning Act et Local Government Act** visant à supprimer les contraintes liés aux plans d'urbanisme et créant les UDCs

1980 - **Urban Aid Program Mark 3** (création des **Urban Development Corporations UDCs** - Merseyside et London Docklands; lancement des Enterprise Zones). Les UDCs sont des QUANGOS Quasi governmental agencies.

1980 - **Housing Act** (création du **Right to buy**) et **Education Act**. Objectif : faire payer le juste prix des services par les administrés et renforcer leurs droits

1980 - **Local Government, Planning and Land Act** (recentralisation)

#### 1981

1981 - Emeutes dans les grandes métropoles Londres, Liverpool, Manchester. Rapport de Lord Scarman sur les émeutes de Brixton (Londres)

1981 - La responsabilité des Inner City programs est confiée au Secrétaire d'Etat à l'Environnement Heseltine

- 1981 - Création de l'**Urban Development Grant** (UDG) sur le modèle de l'UDAG program des USA : initiative visant à encourager la participation du secteur privé à travers des subventions administrées par les autorités locales (remodelée en 1987).
- 1981 - Lancement des **Enterprise Zones** dans les zones défavorisées. Ces zones bénéficient de détaxation fiscale et d'allègement des contrôles réglementaires. Depuis 1981, 17 zones ont été créées en Angleterre, 4 en Ecosse et 2 au Pays de Galles.
- 1981 - Création des deux premières **Urban Development Corporations** (Merseyside et London Docklands) avec pour mission de régénérer les territoires urbains en attirant des investisseurs privés.

### 1982

- 1982 - **Training, education, employment projects.**
- 1982 - **Social Security and Housing Benefits Act** (recentralisation)
- 1982 - Création expérimentale du **Neighbourhood Watch programme** dans le comté de Cheshire avec pour objectif de renforcer les liens entre la police et la population. Ce programme sera généralisé à tout le pays dans les années quatre-vingts (800 000 en 1990).
- 1982 - **Derelict Land Act** met en place une subvention Derelict Land Grant disponible pour les autorités locales, les organismes publics, les entreprises privées et les organisations volontaires pour leur permettre de recycler les zones dégradées.
- 1982 - Création du **Pilkington Group** composé d'industriels qui donne naissance à une organisation intitulée **Business in the Community (BIC)**. L'objectif est de promouvoir des agences de développement économiques locales s'appuyant sur les Chambres de Commerce et d'Industrie, les industriels locaux et les représentants des ministères.

### 1983

- 1983 - Création des **Inner City Enterprises** (ICE) à la suite des travaux du **Financial Institution Group (FIG)**, proche du ministre Heseltine. Ces entreprises sont des sociétés d'aménagement financées par les membres du FIG qui élabore des projets d'utilisation de zones pour le compte d'investisseurs privés.
- 1983 - Création des **Freeports**. Six ont été créés : Southampton, Birmingham, Cardiff, Prestwick, Belfast, Liverpool.
- 1983 - **Health and Social Security Act**. Objectif : faire payer le juste prix des services par les administrés et renforcer leurs droits.
- 1983 - **Water Act** (recentralisation).
- 1983 - **Rates Act** qui oblige les collectivités locales à consulter les représentants des intérêts économiques avant de fixer les taux des impôts locaux. Il institue un pouvoir discrétionnaire du gouvernement à travers le **rate-capping**.

**1984**

- 1984 - Réforme des pouvoirs de police avec le **Police and Criminal Evidence act (PACE)** (1er janvier), mise en oeuvre en 1986.
- 1984 - Circulaire inter-ministérielle intitulée **Crime Prevention** (Home office, Department of Education, Department of the Environment, Department of Health and social Welfare, Welsh Office). Cette circulaire incitait la police et les différentes administrations locales à collaborer pour la prévention de la criminalité.

**1985**

- 1985 - Renforcement des droits des administrés avec le **Local Government Access to Information Act** et la création du **Local Democracy Inquiry into Procedures and Practices**
- 1985 - Crédit de la **Police Complaints Authority (PCA)** (qui se substitue au Police Complaints Board), instance chargée de surveiller et de contrôler l'activité policière .
- 1985(?) **Five Cities Initiative et Safer Cities Programme**, ce dernier apportant des crédits à des initiatives locales de lutte contre la criminalité associant les autorités locales, la police, les services de probation, des organisations communautaires et les entreprises.
- 1985 - Lancement des premières **City Action Teams (CATs)** par le Gouvernement sous la responsabilité de différents ministères. En 1991, huit CATs avaient été créées. Le rôle de ces CATs est d'assurer la coordination, au niveau de la ville, entre les inner city programmes et les initiatives des divers ministères. Huit CATs fonctionnaient en 1993/94 avec un budget de 1 million de £.
- 1985 - **Estate Action Programme (ex Urban Housing Renewal Unit -UHRU)** mis en place par le Ministère de l'Environnement
- 1985 - **Transport Act et London Transport Act.**

**1986**

- 1986 - **White Paper "Paying for Local Democracy"** qui propose la création de la **Poll Tax**.
- 1986 - Lancement des premières **Task Forces** par le Ministère du Commerce et de l'Industrie. A la fin de 1991, 16 Task Forces avaient été créées. Ce sont des dispositifs mieux ciblés sur les territoires qui ont la responsabilité de stimuler les entreprises locales et de lancer des formations pour les habitants à la recherche d'un emploi.
- 1986 - **Suppression du Great London Council et des six comtés métropolitains.**
- 1986 - Commission Widdicombe chargée de rédiger un rapport sur l'utilisation de leurs ressources par les collectivités locales.

**1987**

- 1987 - Discours de M. Thatcher (mai) faisant des inner cities une des priorités de son gouvernement.
- 1987 - Arrêt du traditionnel **Urban Programme**, finançant les projets spécifiques de 150 autorités locales et concentration des crédits sur 57 programmes urbains à travers **l'Estate Action** du DoE, le **Worst Estate schemes** et les **Priority Areas Projects**.
- 1987 - L'**Urban Development Grant** est modifié : les subventions sont désormais distribuées directement par le Gouvernement central en direction du secteur privé et destinées à des projets plus importants. L'UDG change d'appellation: **Urban Regeneration Grant**.
- 1987 - **Housing Action Trust act.** les **HATs** sont des NDPBs mis en place pour gérer et régénérer les anciens ensemble de logement connaissant de lourds problèmes socio-économiques. Six HATS ont été créés avec un programme de 10 ans pour reconstruire ou rénover leur patrimoine, promouvoir la formation et l'accès à l'emploi pour leurs résidents, améliorer les conditions environnementales et encourager la participation des communautés locales.
- 1987 - Crédit de cinq UDCs supplémentaires (7 au total) (Sandwell/Walsall dans les West Midlands, Teeside, Tyneside, Cardiff Bay, Trafford Park à Salford) et de quatre mini-UDCs (Bristol, Leeds, Manchester, Sheffield).
- 1987 - Crédit des **City Action Teams** pour coordonner l'action des différents ministères. Il s'agit d'atténuer les rivalités entre le DoE, le Department of Trade and Industry (DTI), le Home Office et le Department of Employment qui tous gèrent des crédits consacrés à la politique urbaine.

### 1988

- 1988 - **Local Government Act** obligeant les autorités locales à soumettre à adjudication les services suivants : ramassage des ordures, le nettoyage des rues et des véhicules, l'entretien et la réparation des bâtiments et des véhicules, la restauration collective.
- 1988 - Crédit de l'**Independent Commission for Police Complaints** en Irlande du Nord (en application du Police Order de 1987 et se substituant au Police Complaints Board de 1977)
- 1988 - Lancement des **Simplified Planning Zones**; ces zones reprennent les principes des Enterprise Zones mais elles concernent des territoires plus petits (proposition du White Paper "Lifting the Burden" de 1986)..
- 1988 - **Housing Bill** met en place le **Tenant's Choice Scheme, Right to Rent**.
- 1988 - L'**Urban Regeneration Grant** est relancé sous le nom de **City Grant** qui regroupe Dereliction Land Grant, Urban Development Grant et Urban Regeneration Grant.
- 1988 - Lancement du programme **Action for Cities** (DoE, mars) visant à stimuler l'investissement du secteur privé dans les inner cities. Cette initiative visait à rassembler les différents programmes gérés par les différents ministères anglais.

1988 - Annonce des **Training and Enterprise Councils** (TECs) (Employment Department en Angleterre, Welsh Office au Pays de Galles, Local Enterprise Companies en Ecosse). Ces conseils ne sont pas confinés aux zones en déclin. Ces conseils ont pour mission de concevoir et de mettre en oeuvre des formations, de développer des petites entreprises et des activités indépendantes et de contribuer ainsi à la croissance. 73 TECs ont été créés en Angleterre.

#### 1989

- 1989 - Mise en oeuvre de la **Poll tax** en Ecosse
- 1989 - Crédit de quatre **UDCs** supplémentaires (11 au total)
- 1989 - L'Audit Commission for Local Authorities and Health Services critique sévèrement la prolifération des initiatives urbaines de toute nature : « a patchwork quilt of complexity and idiosyncrasy »

#### 1990

- 1990 - Publication **The Valleys Partnership with the People** par le Welsh Office.

#### 1991

- 1991 - Lancement du **City Challenge** (Ministère de l'Environnement - 23 mai) (choix de 11 villes parmi 21). L'objectif du City Challenge est de transformer les zones urbaines les plus dégradées.

#### 1992

- 1992 - Crédit d'une douzième UDC.
- 1992 - Deuxième phase du **City Challenge** (juillet) (choix de 20 villes nouvelles sur un total de 54 en compétition)
- 1992 - Lancement de l'**Urban Regeneration Agency** (juillet) avec pour objectif d'aménager 150 000 acres de terrains vacants en Angleterre en mobilisant les subventions existantes (Derelict Land Grant et City Grant).

#### 1993

- 1993 - Remplacement de la **Poll tax** par la **Council tax** (avril)
- 1993 - Lancement de **English Partnership** (ex-Urban Regeneration Agency de 1992) sur le modèle des UDC.

#### 1994

- 1994 - **Globalisation et régionalisation : Single Regeneration Budget**. Lancement du **Single Regeneration Budget –SRB** par le DOE. Il s'agit d'une réunion et d'une simplification (une généralisation ?) d'une série d'initiatives et de financements orientés vers la requalification des quartiers.
- 1994 - **Financements européens**  
Objectif 1 : Northern Ireland, Merseyside (Liverpool) et Highlands and Islands of Scotland  
Objectif 2 pour 13 autres zones géographiques

**Urban 1** : 19 dont 13 pour l'Angleterre, 2 pour le Pays de Galles, 2 pour l'Irlande du Nord, 2 pour l'Ecosse.

**Angleterre :**

Birmingham, Brighton, Coventry, Leeds, London (Hackney-Tower Hamlett), London (Park Royal), Manchester, Merseyside (leasowe), Merseyside (Liverpool), Merseyside (Netherton), Merseyside (north huyton), Nottingham, Sheffield.

**Pays de Galles :**

Bristol, Swansea.

**Irlande du Nord :**

Belfast, Londonderry

**Ecosse :**

Glasgow (North), Paisley

**1996**

1996 Evaluation intermédiaire du SRB

**1997**

- 1997- Confirmation par le nouveau gouvernement « New labour » de la poursuite du SRB
- 1997 - Création du **Social Exclusion Unit -SEU** avec pour objectif de développer **des approches intégrées et durables** dans les ensembles d'habitation dégradés en abordant les questions de la délinquance, de la drogue, du chômage, de la rupture des communautés (community breakdown) et le mal logement.
- 1997 - Lancement du **Sure-Start** programme pour éradiquer la pauvreté des enfants
- 1997 - **Healthy Living Centres**
- 1997 - **Education Action Zones**

Voir aussi le principe de « **Best Value** » (voir fichier)

**1998**

- 1998 - **New Deal for Communities -NDC** a été lancé en 1998 en tant que programme exploratoire pour la **National Strategy for Neighbourhood Renewal**. Ce programme, plus flexible que le SRB, cible des ressources sur des quartiers défavorisés comptant entre 1000 et 4000 ménages avec pour objectif d'avoir des résultats sur une période de 10 ans. Expérimentation dans 17 quartiers.
- 1998 - Rapport sur les **Deprived Neighbourhoods** (septembre 1998). ce rapport recommande le lancement d'une **National Strategy for Neighbourhood Renewal**. **18 Policy Action Teams -PATs** sont lancées comme des laboratoires.

Floraison de nouveaux dispositifs qui mettent en question la volonté affichée d'une approche globale et transversale (l'expression retenue « **joined up government** »)

### **1999**

- 1999 - Les **PATs** introduisent une nouvelle approche pour résoudre les problèmes. Elles rassemblent les fonctionnaires de l'Etat, les résidents, les professionnels et des universitaires. Après avoir visité un grand nombre d'expériences entre 1999 et 2000, chaque PAT a publié son propre rapport.
- 1999 - Urban Task Force publie un rapport « **Towards an Urban Renaissance** » June 1999.
- 1999 - **Création en avril 1999 de huit RDAs**

### **2000**

- 2000 - Publication du **National Strategy for Neighbourhood Renewal. A framework for Consultation.**
- 2000 - **The Neighbourhood Renewal Fund**
- 2000 - **Urban 2 : 11**
- Angleterre :**  
Burnley, Halifax, Hetton & Murton, Normanton in Derby, Peterborough, Stockwell, Thames Gateway
- Pays de Galles :**  
West Wrexham
- Irlande du Nord :**  
Belfast
- Ecosse :**  
Clyde Waterfront
- 2000 - Living in Urban England. Attitudes and Aspirations

### **2001**

- 2001 - **A New Commitment to Neighbourhood Renewal. National Strategy Action Plan.** Rapport du Social Exclusion Unit. (janvier 2001)

### **2002**

- 2002 - **White Paper 2002 Strong Local Leadership – Quality Public Services**

## CHRONOLOGIE ECOSSE

Le Grand Glasgow a certainement été la cible du plus grand nombre de plans stratégiques régionaux que la totalité des autres zones urbaines du Royaume Uni

### 1946

1946 - **Clyde Valley Regional Plan -CVRP** (Sir Patrick Abercrombie); Un exercice de planification spatiale visant à favoriser la croissance économique. Il introduit le thème de la décentralisation urbaine (périurbanisation) qui est resté la pierre d'achoppement de la planification stratégique jusque dans les années soixante-dix.

### 1963

1963 - **« Central Scotland : A programme for development and growth” White Paper.**

### 1974

1974 - **The West Central Scotland Plan –WCSP** a été élaboré avant la mise en place des conseils régionaux et il marque la fin de la politique de périurbanisation volontaire (urban decentralisation). Le Plan promeut la réhabilitation du patrimoine historique dans les centres urbains existants notamment à Glasgow à travers l'initiative **Glasgow Eastern Area Renewal (GEAR)** dans laquelle la **Scottish Development Agency (SDA)** a été lourdement engagée.

### 1975

1975 - Mise en place de la réforme territoriale en Ecosse : **Local government act**. Crédit d'autorités régionales (les conseils régionaux Strathclyde et Lothian pour la zone centrale de l'Ecosse) bien avant le reste du Royaume Uni.

Création de la **Scottish Development Agency (SDA)**

Objectif : lutter contre le déclin urbain et stimuler la relance de l'économie notamment au sein et autour de Glasgow.

### 1988

1988 - Publication de **New Life for Urban Scotland** par le Scottish Office. Lancement de quatre “**Urban Partnerships**” par le Scottish Office constitue une avancée majeure par rapport à ce qui se passe alors en Angleterre en matière d'intégration des politiques sectorielles.

### 1989

1989 - Mise en oeuvre de la **Poll tax** en Ecosse

### Fin 80

Fin 80 - Mesures en faveur de la décentralisation administrative (déconcentration). Ces mesures ont été prises en raison de l'analyse selon laquelle les régions ont failli dans la régénération des coeurs urbains, notamment à Glasgow. Il y a eu aussi une réaction du

gouvernement central contre la planification régionale et la puissance des institutions de la Région.

#### 1990

1990 - Publication de **Urban Scotland into 1990s : New Life Two Years On** par le Scottish Office

#### Années 90

Prolifération des organisations qui interviennent auprès des autorités locales : LEC, Scottish Hommes, Area Tourist Boards. les autorités locales ont soutenu la création d'organisations communautaires de quartier. Glasgow a été certainement à la pointe de ce mouvement en créant un seul réseau de « local development companies –LDCs) dans les 8 quartiers les plus dégradés (cf. Easterhouse, Govan).

#### 1991

1991 - Remplacement de SDA par la **Scottish Enterprise National** et par la **Scottish Enterprise Network** qui comprend 13 Local Enterprise Companies (LECs)  
 L'Ecosse a 3 Enterprise Zones,  
 4 partenariats urbains dans les quartiers défavorisés (Ferguslie Park, Castelmilk, ...),  
 30 Enterprise Trusts locaux  
 66 zones de partenariat (Partnership areas).

1991-

#### European City of Culture

#### 1993

1993 - **Glasgow Regeneration Alliance** est créée pour bâtir une stratégie commune pour la ville entre les divers partenaires publics..

**Edinburgh Partnership Group** : City of Edinburgh Council, Lothian and Edinburgh Enterprise Ltd (LEEL), Lothian Health Board, Scottish Homes, Edinburgh Voluntary Organisations Council, East of Scotland Water, Edinburgh Chamber of Commerce and Enterprise, Edinburgh and Lothians Trust Tourist Board, Lothian and Borders Police, Napier University, Scotsman publications Ltd.

#### 1994

1994 - Dans les années quatre-vingt-dix la tendance vers la régénération des coeurs de ville prend le pas sur l'urbanisation des franges urbaines en référence aux principes du développement durable. **The 1994 Lothian Structure Plan Update** est l'exemple d'une approche qui insiste sur la revitalisation des quartiers centraux des villes (inner urban neighbourhoods).

1994 -

Urban 1 :  
**Ecosse :**  
 Glasgow (North), Paisley

#### 1995

1995 - **Strathclyde's 1995 Structure Plan Update** souligne la nécessité d'intensifier le développement futur en réponse au coût social et environnemental de la faible densité et de la dépendance au développement de l'automobile.

#### 1996

1996 **Démantèlement du système à deux niveaux** des conseils de région et de district en faveur d'une autorité locale unitaire pour la ceinture central (central belt).

1996 - **Mise en compétition** : Invitation faite aux collectivités locales de soumettre leurs propositions formulées dans les Priority partnership Areas –PPAs dans le cadre d'un appel d'offre sur le modèle anglais

#### 1998

1998 **«Social Inclusion Partnership»**. 48 partnerships ont été lancés pour soutenir la justice sociale

#### 2000

2000 - Urban 2  
**Ecosse :**  
 Clyde Waterfront

#### 2002

2002 **“Better communities in Scotland. Closing the gap”**. Scottish Executive's Community Regeration Statement

2002 **« Community Planning Partnership»**. Scotland Bill on Local Government. Toutes les autorités locales doivent mettre en oeuvre des dispositifs de planification communautaire sur leur territoire et identifier les acteurs importants (santé, police, entreprises) qui doivent être impliqués dans le processus.

## CHRONOLOGIE IRLANDE DU NORD

### 1944

1944 - **The Interim Development Act (Northern Ireland)** similaire à celui voté pour l'Angleterre et le Pays de Galles en 1943

### 1947

1947 - Pas de dispositions spéciales pour NI concernant le **Town and Country Planning Act** de 1947

### 1961

1961 - White Paper intitulé: **The Administration of Town and Country Planning in Northern Ireland**

### 1962

1962 - **Belfast Regional Survey and Plan**

### 1965

1965 - **Land Development Values (Compensation) Act**

### 1972

1972 - **Planning Order (NI)** basé sur le **British Town and Country Planning Act** de 1968

### 1973

1973 - Réforme des collectivités locales d'Irlande du Nord.  
Création de 26 districts avec des pouvoirs élus au premier degré, qui disposent cependant de faibles pouvoirs (entretien des rues, collecte des ordures ménagères, gestion des cimetières et des crématorium, tourisme et développement économique).

### 1977

1977 - **Belfast Area of Needs Projects –BAN** pointe le chômage et l'habitat insalubre comme les problèmes majeurs du centre ville et de la zone ouest.

### 1981

1981 - **Belfast Enterprise Zone** a été conçue en 1981 en même temps qu'une série d'autres au Royaume Uni

### 1987

1987 - **Belfast Urban Area Plan 1988 –BUAP**. Ce plan doit être résitué dans le contexte de la reconstruction des stratégies de développement urbain, le déplacement vers des politiques de développement régional en Irlande du Nord, les caractéristiques de la pauvreté des centres villes et des politiques mises en œuvre pour gérer la question du chômage. Malgré les profondes différences de contexte par rapport au reste du

Royaume Uni, BUAP est fondé sur la même théorie du développement du «**trickle down** ». Celle-ci postule que les profits du capital privé vont filtrer vers le bas par un effet multiplicateur, vers l'ensemble de la communauté.

Projet phare : le waterfront de la rivière Lagan : « **Laganside** »

- 1987 - **Pathfinder Process** Department of Economic development for Northern Ireland souligne la nécessité d'encourager les logiques entrepreneuriales et de donner un rôle subsidiaire au secteur public en rompant avec un système de dépendance.
- 1987 - **Belfast Action Teams – BATs**, le programme de lutte contre la pauvreté dans le centre ville est bâti sur les mêmes principes que l'Action for Cities : amélioration de l'employabilité par la formation, offre de services publics, coordination de l'implication communautaire. Huit BATs ont été mises en place dans le centre de Belfast et une dans les poches de pauvreté en périphérie.

#### **1988**

- 1988 - **Action for Cities**, programme pour l'Angleterre et le Pays de Galles.
- 1988 - **Making Belfast Work**, une initiative ciblée sur la communauté pour encourager les entreprises locales et les activités économiques afin de stimuler les capacités des chômeurs pour qu'ils reviennent sur le marché de l'emploi. MBW est complémentaire de BAT. MBW couvre 32 zones urbaines (wards) les plus défavorisées.
- 1988 - **Community Economic Regeneration Schemes (CERS)**  
Les CERS ont été créés dans le cadre de la **Disadvantaged Areas Initiative**. Ils sont ciblés sur les zones qui ont souffert des troubles.
- Initiative en relation avec «**Restart Programme**»
- L'accent est mis sur les Zones d'entreprise mais sous la forme de **Simplified Planning Zones –SPZs** après le relatif échec des Zones d'entreprise traditionnelles
- 1988 - **Making Belfast Work initiative-MBW** lancée en juillet 1988 pour renforcer et mieux cibler les efforts réalisés par la communauté, le secteur privé et le gouvernement dans les quartiers les plus défavorisés de Belfast dans les domaines de l'économique, de l'éducation, du social, de la santé et de l'environnement.
- 1988 - Initiative semblable à Londonderry dans le cadre du **Londonderry Regeneration Initiative -LRI** placée sous la responsabilité du **Londonderry Development Office**.

#### **1989**

- 1989 - **Laganside Urban Development Corporation (LUDC)**

Lancée par le gouvernement pour mettre en oeuvre la régénération des berges de la rivière et le front de berge à Belfast.  
<http://www.Laganside.com>

#### 1994

- 1994 - Urban 1  
**Irlande du Nord :**  
 Belfast, Londonderry
- 1994 - Relance du processus de paix en Irlande du Nord

#### 1995

- 1995-96 Les priorités de LRI ont été redéfinies et beaucoup plus de ressources sont délivrées directement à travers le secteur communautaire.

#### 1997

- 1997 MBW a été réuni à **Belfast Regeneration Office (BRO)** qui en assure la gestion

#### 1998

- 1998 - Processus de dévolution des pouvoirs ralenti par les problèmes rencontrés par le processus de paix ce qui a abouti à suspendre un temps la dévolution. Dès lors, le processus des réformes n'était pas des plus prioritaire.

#### 2000

- 2000 - Publication par le Gouvernement du national **Strategy for Neighbourhood Renewal** qui reflète l'importance d'une approche intégrée et holistique pour traiter les problèmes sociaux et économiques :
- 2000 - Publication en février 2002 d'un rapport critique sur l'administration publique en Irlande du Nord « *Review on Public Administration in Northern Ireland – RAPNI 2002* » qui place **la question du gouvernement local au cœur des enjeux**.
- 2000 - **Peace II**  
 Mesures du Programme de l'Union européenne pour la Paix et la Réconciliation en Irlande du Nord (2000-2004)
- 2000 - **Urban 2: Belfast**

**ANNEXE 3 : BIBLIOGRAPHIE SUR LES POLITIQUES INTEGREES DE DEVELOPPEMENT URBAIN AU ROYAUME UNI**

- ADCOCK B (1984).- Regenerating Merseyside Docklands : The Merseyside Development Corporation 1981-1984.- Town Planning Review, 55 (3) July, pp. 265-289.
- ASSOCIATION OF METROPOLITAN AUTHORITIES (1989).- Community Development. The Local Authority Role.- London, AMA.
- AUDIT COMMISSION FOR LOCAL AUTHORITIES AND THE NATIONAL HEALTH SERVICE IN ENGLAND AND WALES (1989).- Urban Regeneration and Economic Development : the Local Government Dimension.- HMSO.
- AUDIT COMMISSION FOR LOCAL AUTHORITIES AND THE NATIONAL HEALTH SERVICE IN ENGLAND AND WALES (1989).- Urban Regeneration and Economic Development : the Local Government Dimension.- HMSO.
- BEECHAM J (1991).- Anger of the Outsiders Looking.- The Guardian, 17 september, p. 19
- BOW GROUP.- Saving our cities :freeing enterprise in the inner areas.- Bow group publications London 1978.
- BROADY M, HEDLEY R (1989).- Working Partnerships, Community Development in Local Authorities.- London, Bedford Square Press of the National Council of Voluntary Organisations.
- CHURCH A (1988).- Urban regeneration in London Docklands : A Five Years Policy Review.- Environment and Planning C : Government and Policy, 6 (2), pp. 187-208
- COMEDIA (1991).- Out of Hours : A Study of Economic, Social and Cultural Life in Twelve Town Centres in the UK.- London, Comedia.
- COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES (1990).- Green Paper on the Urban Environment.- Brussels, Commission of the European Communities.
- DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT (1977).- Policy for the inner city.- (White paper) Cmnd. 6845, London, HMSO, 1977
- DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT (1991).- Local Government Review. The Internal Management of Local Authorities in England : a Consultation Paper.-
- DOCKLANDS CONSULTATIVE COMMITTEE (1988).- Six Years in London Docklands.- London
- GRIFFITHS R (1993).- The Politics of Cultural Policy in Urban Regeneration Strategies.- Policy and Politics, 21 (1), pp. 39-46.
- HAMBLETON R (1992).- Decentralisation and Democracy in UK Local Government.- Public Money and Management, july-september, pp. 9-20
- HAMBLETON R (1992).- Rethinking Management in Local Development.- Cardiff, Department of City and Regional Planning, University of Wales College of Cardiff.
- HAMBLETON R, HOGETT P (1990).- Beyond Excellence : Quality Local Government in the 1990s.- Working Paper 85), Bristol, School for Advanced Urban Studies, University of Bristol.
- HAMBLETON, R (1981).- Implementing Inner Cities Policy : Reflections from Experience.- Policy and Politics, 9 (1).
- HAUSNER V, ROBSON B (1985).- The Changing Cities.- London, Economic and Social Research Council (ESRC).
- HER MAJESTY'S GOVERNMENT (1988).- Action for Cities.- London, HMSO.

- HOULDER, V (1992).- Docklands Gets that Sinking Feeling.- *Financial Times*, 8 may, 1992, p.12
- HOUSE OF COMMONS EMPLOYMENT COMMITTEE, *THIRD REPORT* (1988) .- The Employment Effects of the Urban Redevelopment Corporations.- Vols 1 and 2, HCP 327-1, London, HMSO.
- JACQUIER Cl (1994).- Politiques urbaines et revitalisation des quartiers en Angleterre.- DIV, 90 p.
- LAWLESS P (1988).- Urban Development Corporations and their Alternatives.- *Cities*, 5 (3), pp. 277-289.
- MURRAY, S (1987).- Ten Years of Inner Cities Policy.- *Town Planning Review*, 58 (2).
- PARKINSON M (1989).- The Thatcher Government's urban Policy, 1979-1989.- *Town Planning Review*, 60 (4).
- PARKINSON Michael, WILKS Stephen (1983).- The Politics of Inner City Partnerships.- *Local Government Studies*, 11 (3), pp. 37-51.
- RIDLEY N (1988).- The Local Right : Enabling not Providing (Policy Study 92).- London, Centre for Policy Studies.
- ROBSON B (1991).- Caring for the City, the Cinderella of Our Times.- Paper to the Centre for Regional Economic and Social Research, Sheffield, Sheffield Polytechnic, pp.2-3.
- ROBSON B, PARKINSON M, BODDY M, MACLENNAN D (2000).- The State of English Cities. Department of the Environment, Transport and the Regions, London
- SOLESBURY W (1993).- Reframing Urban Policy.- *Policy and Politics*, 21 (1)
- STEWART J (1992).- The Rebuilding of Public Accountability.- (European Policy Forum), London European Policy Forum.
- TUROK I, WANNOP U (1990).- Targeting Urban Employment Initiatives.- (Department of the Environment Inner Cities Research Programme), London HMSO.
- WARREN R, ROSENTRAUB M.B, WESCHLER L.F (1992).- Building Urban Governance Affairs.- 14 (3/4), pp. 339-422 ;
- WELSH OFFICE (1990).- The Valleys : Partnership with the People, Welsh Office.
- WELSH OFFICE (1991).- Urban Programme, Welsh Office, Circular N° 25/91.